

COMITE CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
SERVICE CENTRAL DE DOCUMENTATION

BR.2795

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES
1981-1982

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

TURQUIE

NOT FOR PUBLICATION
BEFORE

THURSDAY 8TH APRIL 1982

00.01 HOURS PARIS TIMES

NE PAS PUBLIER
AVANT

JEUDI 8 AVRIL 1982

00.01 HEURE DE PARIS

AVRIL 1982



23TUR

95

Institut kurde de Paris

BR. 2795

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



TURQUIE

Institut kurde de Paris



AVRIL 1982

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

••

© OCDE, 1982

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Tendances et politique économiques actuelles	8
Production et dépense	8
Agriculture	11
Industrie	12
Prix et salaires	12
Balance des paiements	17
Résultats fiscaux et budgétaires	26
Monnaie et crédit	31
II. Problèmes à moyen terme	37
Objectifs de la politique économique	37
Perspectives à moyen terme	39
Demande et allocation des ressources	39
Marché du travail	40
Balance des paiements	42
III. Principales conclusions	45
<i>Annexe : Chronologie économique</i>	51
Annexe statistique	58

TABLEAUX

Texte

1. Production et dépense	9
2. Formation de capital fixe	10
3. Production agricole	11
4. Principales productions industrielles	13
5. Évolution des prix	16
6. Prix de soutien agricoles	17
7. Taux de change	18
8. Importations par produits	20
9. Exportations par produits	21
10. Commerce extérieur et envois de fonds des travailleurs émigrés	22
11. Répartition géographique du commerce extérieur	23
12. Balance des paiements	25
13. Budget consolidé	27
14. Recettes du budget consolidé	29

15. Entreprises économiques d'Etat	30
16. Monnaie et crédit	32
17. Crédits de la Banque Centrale	33
18. Taux d'intérêt	34
19. Utilisation du produit national	41
20. Production (PIB)	41
21. Population active	42
22. Emploi	43
23. Projections relatives à la balance des paiements	44

Annexe statistique

A. Produit national	58
B. Utilisation du produit national	59
C. Origine et utilisation des ressources	60
D. Production agricole	61
E. Production industrielle	62
F. Prix	63
G. Importations par catégorie de produits	64
H. Exportations par catégorie de produits	65
I. Balance des paiements	66
J. Secteur monétaire et bancaire	67
K. Entreprises Économiques d'État	68
L. Financement des Entreprises Économiques d'État productives	69
M. Évolution mensuelle des envois de fonds des travailleurs émigrés	70
N. Taux de change de la livre turque	71

GRAPHIQUES

1. Prix de gros	14
2. Coût de la vie à Ankara et Istanbul	15
3. Taux de change effectif en termes réels	18
4. Évolution des agrégats monétaires	30
5. Crédits de la Banque Centrale, par secteurs	36

STATISTIQUES DE BASE DE LA TURQUIE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	781	Villes principales 1980	
Superficie agricole (milliers de km ²)	280	(1 000 habitants) :	
Forêts (milliers de km ²)	202	Istanbul	4 871
		Ankara	3 196
		Izmir	1 969

LA POPULATION

Population, 1981 (1 000)	45 747	Population active, 1981 (1 000)	17 621
Densité au km ² , 1981	59	Emploi	15 346
Accroissement naturel net (moyenne 1975-1980)		Agriculture, sylviculture, pêche	9 512
par 1 000 habitants	22.8	Industrie	1 818
		Construction	583
		Services	3 433

LA PRODUCTION

PNB, 1981 (milliards de livres turques)	6 623	Origine du PIN au coût des facteurs, 1981 (pourcentage) :	
PNB par habitant (\$ US)	1 313	Agriculture, sylviculture, pêche	22.9
Investissements bruts, 1981 (milliards de livres turques)	1 280	Industrie	27.2
En pourcentage du PNB	19.3	Construction	5.0
Par habitant (\$ US), 1981	25.4	Services	45.0

L'ÉTAT

Consommation publique, 1981 (en pourcentage du PNB)	12.2	Dette publique, 1981 (en pourcentage des recettes de l'administration centrale) :	
Recettes courantes de l'administration centrale en 1981		Intérieure	4.0
(en pourcentage du PNB)	22.6	Extérieure	2.7

NIVEAU DE VIE

Production d'électricité (kWh par habitant en 1981)	580	Pourcentage d'analphabètes en 1980 (personnes au-dessus de 6 ans)	52
Nombre de voitures particulières (par 1 000 habitants en 1980)	19	Pourcentage de fréquentation scolaire en 1980 (de 7 à 18 ans)	41
Nombre de récepteurs de radio (par 1 000 habitants en 1980)	120	Dépenses de l'administration centrale au titre de l'éducation, par habitant, en 1980 (\$ US)	3.5
Nombre de téléphones (par 1 000 habitants en 1980)	20		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens (en % du PNB), 1981	7.8	Importations de biens (en % du PNB), 1981	14.8
Principaux produits exportés (en % des exportations totales) :		Principaux produits importés (en % des importations totales) :	
Coton	7.4	Biens d'équipement et machines	13.7
Tabac	8.4	Moyens de transport	4.0
Fruits et légumes	16.9	Métaux de base	8.4
Bétail sur pied, poisson, laine	6.1	Pétrole	43.3

ENVOI DE FONDS DES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS (en millions de dollars des États-Unis)

1980	2 071	1981	2 490
------	-------	------	-------

LA MONNAIE

Unité monétaire : livre turque		Unités monétaires par dollar des États-Unis (moyenne annuelle à 1981)	110.24
--------------------------------	--	---	--------

Note: On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

*L'examen annuel de la situation de la Turquie
par le Comité d'Examen des Situations Economiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 1^{er} mars 1982*

Institut kurde de Paris

INTRODUCTION

Grâce aux mesures de stabilisation de grande envergure mises en œuvre au début de 1980 et renforcées à l'automne de la même année, la situation économique d'ensemble a commencé de montrer des signes visibles d'amélioration au quatrième trimestre, la reprise se poursuivant tout au long de 1981 et au début de 1982. Les progrès ont été particulièrement nets sur le front de l'inflation, qui, mesurée par l'indice des prix à la consommation est tombée de 94 %, en moyenne, en 1980 à 38 % en 1981 et à 30 % dans les premiers mois de 1982. Sous l'effet de la croissance rapide des exportations de biens et de services, le déficit de la balance des opérations courantes a été ramené de 3.7 milliards de dollars en 1980 à 2.3 milliards de dollars en 1981, malgré une progression marquée des importations par rapport à leur faible niveau de 1980 et malgré l'alourdissement des paiements d'intérêts au titre de l'importante dette extérieure de la Turquie. Le déficit extérieur a été essentiellement financé par des contributions d'aide étrangère fournies dans le cadre d'un arrangement mis au point après la crise de paiements extérieurs à laquelle s'est trouvée confrontée la Turquie en 1977, par des tirages au titre de l'accord de confirmation conclu avec le FMI, et, enfin, – encore que leur importance soit loin d'être négligeable – par un volume croissant de prêts aux conditions du marché.

La croissance du PIB a été un peu supérieure à 4 % en 1981 (alors qu'elle avait légèrement fléchi en 1980), mais sans qu'il en résulte d'augmentation notable de l'emploi, étant donné que la plupart des entreprises avaient maintenu leurs effectifs inchangés au cours de la récession et que l'utilisation des capacités est encore inférieure à la normale. Par ailleurs du fait que, chaque année, un grand nombre de jeunes venant d'achever leur scolarité arrivent sur le marché du travail et que les possibilités d'émigration vers l'Europe occidentale sont désormais réduites, le chômage s'est encore aggravé.

A maints égards, l'année 1982 sera déterminante pour la Turquie : c'est en fonction de la façon dont les choses évolueront pendant cette période que l'on pourra juger si les efforts de stabilisation et les politiques mises en œuvre pour adapter l'économie aux nouvelles données économiques intérieures et mondiales, ont ouvert des perspectives véritables de croissance équilibrée et satisfaisante à moyen terme, ou si l'amélioration qui en est résulté sera sans lendemain, les problèmes ne tardant alors pas à réapparaître. Il sera essentiel que les responsables veillent à ce que la réforme des orientations et des institutions entamée en 1980/81 soit poursuivie avec détermination et à ce que les politiques restrictives de régulation de la demande ne soient relâchées qu'avec prudence.

La première partie de cette étude examine brièvement les tendances actuelles et les politiques de stabilisation, la deuxième partie étant consacrée aux problèmes à moyen terme. Les principales conclusions se dégageant du rapport sont exposées dans la troisième et dernière partie.

I. TENDANCES ET POLITIQUE ÉCONOMIQUES ACTUELLES

La montée de l'inflation et une crise de paiements extérieurs avaient contraint la Turquie à mettre en œuvre une série de mesures déflationnistes dès la fin de 1977, mais ce n'est qu'à partir de 1980 qu'a été appliqué un programme d'ensemble visant à la fois à résoudre les problèmes immédiats posés par la croissance excessive de la demande et à procéder aux ajustements rendus nécessaires par l'évolution de la situation mondiale. Un grand nombre des changements d'orientation intervenus depuis lors doivent exercer leurs effets en deux temps : à court et à moyen terme. La réduction du déficit public par le biais d'une augmentation des impôts et d'un contrôle plus sévère des dépenses, y compris la suppression ou la diminution de certaines subventions, et l'encadrement rigoureux du crédit par la Banque centrale ont été décidés dans le but premier de freiner la demande. L'une des principales mesures prévues dans le cadre du programme de stabilisation a été la détermination centralisée des salaires pour faire en sorte que les traitements et les rémunérations dans les secteurs public et privé progressent à peu près dans la ligne de l'objectif visé sur le plan de l'inflation¹. En outre, les groupes à faible revenu ont vu leur situation s'améliorer quelque peu, grâce principalement au réaménagement des barèmes de l'impôt sur le revenu, que le taux élevé d'inflation avait rendu caducs. Les prix de soutien agricoles n'ont été que modérément relevés en 1981. La suppression de la plupart des mesures de contrôle des prix, la libération des taux d'intérêt et le passage progressif à un taux de change flottant après une importante dévaluation initiale de la livre turque ont également joué un rôle important.

Les résultats obtenus jusqu'ici, bien que prévus, n'en ont pas moins été remarquables : l'inflation a reculé, l'épargne monétaire s'accroît de nouveau en raison du niveau élevé des taux d'intérêts réels, les chefs d'entreprise ont axé leurs efforts sur le marché d'exportation qui est devenu plus rentable que le marché intérieur déprimé, et le revenu réel par habitant s'est redressé en 1981, après avoir diminué les deux années précédentes.

Production et dépense

En 1981, le PIB réel au coût des facteurs a augmenté de 4.2 % selon les estimations (1980 : -1 %). C'est la production industrielle qui a le plus contribué à cette évolution, avec une augmentation de 7.6 %, la production minière s'accroissant de près de 12 % et la production manufacturière de 7.3 %. Ces résultats contrastent fortement avec ceux observés en 1980, année où la production industrielle avait diminué (tableau 1).

La faible progression de la production agricole, qui est due en partie à la médiocrité des récoltes, tient aussi, toutefois, à un facteur d'ordre statistique. En effet, l'augmentation du coût des facteurs de production agricole enregistrée en 1981 sous l'effet de la réduction des subventions au titre des engrais, etc. ne s'étant pas accompagnée d'une hausse de même ampleur des prix des produits, la valeur ajoutée s'est contractée. Il y a aussi eu une réduction délibérée de la production de thé et de tabac, correspondant à 1 % de la production totale de l'agriculture.

Pour 1982, les autorités turques s'attendent encore à une croissance du PIB de 4.4 %, la production industrielle augmentant de quelque 6 % et la production agricole d'un peu plus de 3 %. Compte tenu de l'amélioration de la situation en matière de devises et de la poursuite attendue de la forte croissance des exportations, l'objectif global ne devrait pas être trop difficile à atteindre et il se pourrait même, en fait, qu'il soit dépassé, en particulier pour ce qui est de la croissance de la production industrielle.

1. Cet objectif était de 40 % en 1981 et 25 % en 1982 (en moyenne).

Tableau 1. Production et dépense

	1981 ¹		% de variation en volume par rapport à l'année précédente		
	Milliards de livres turques	En % du PNB	1980 ¹	1981 ¹	1982 Programme
PNB aux prix du marché	6 623.0	100.0	-1.1	4.4	4.4
Balance extérieure	212.8	3.2	1.7 ²	-2.5 ²	-1.3 ²
Ressources totales	6 835.8	103.2	-0.5	1.9	3.0
Formation de capital fixe	1 280.0	19.3	-10.9	3.5	4.8
Secteur public	735.0	11.1	-2.3	5.7	6.0
Secteur privé	545.0	8.2	-20.0	0.6	3.1
Variations des stocks	248.0	3.7	2.9 ²	-3.0 ²	-1.3 ²
Consommation	5 307.8	80.2	0.1	5.1	4.2
Secteur public	810.0	12.3	9.0	14.7	8.1
Secteur privé	4 497.8	67.9	-1.2	3.6	3.5
PIB au coût des facteurs	6 011.9		-1.0	4.2	4.4
Agriculture	1 374.9		1.7	0.5	3.1
Industrie	1 632.6		-5.5	7.6	6.1
Industries minières et extractives	132.1		-9.4	11.9	6.0
Industries manufacturières	1 373.4		-5.2	7.3	5.8
Energie	126.1		-3.2	5.2	9.2
Autres	3 004.4		-0.2	4.4	4.0
Indice de prix implicite du PIB			102.5	41.0	25.0

1. Chiffres provisoires.

2. Augmentation ou diminution en volume, en pourcentage du PIB de la période précédente (= contribution à la croissance du PIB).

Sources : Office national de planification et Institut national de statistiques.

L'investissement fixe, qui avait sensiblement fléchi ces dernières années en raison de la récession et des réductions apportées aux programmes de dépenses publiques, a modérément progressé - de 3½ % - en 1981. C'est dans le secteur public qu'il s'est le plus fortement accru (+ 5.7 %), alors que la formation de capital dans le secteur privé - gênée par les restrictions de crédit - n'a guère augmenté (+ 0.6 %) ; les investissements dans la construction de logements ont pour leur part diminué. Les entreprises ont également réduit leurs stocks pour améliorer leur situation de trésorerie. Pour 1982, les autorités prévoient une certaine amélioration de la croissance de l'investissement (+ 4.8 %), en particulier de l'investissement privé, qui devrait augmenter de quelque 3 %.

Les estimations pour 1981 et le programme gouvernemental pour 1982 dans le domaine de l'investissement fixe reflètent le changement d'orientation apporté à la politique de développement depuis la mise en œuvre du nouveau programme économique. Particulièrement notable a été l'augmentation des investissements publics dans l'agriculture, qui s'est taillée la part du lion dans l'accroissement des fonds publics consacrés à l'investissement en 1981 (45 %) ; on s'attend à une nouvelle et forte augmentation des investissements dans ce secteur en 1982 (tableau 2). Les fonds supplémentaires ont été utilisés essentiellement pour accélérer la mise en œuvre de projets en cours. A l'avenir, plusieurs nouveaux projets de production d'énergie et d'irrigation se verront accorder la priorité dans l'affectation des fonds publics

Tableau 2. Formation de capital fixe

	1980			1981 Estimation			1982 Programme		
	Secteur public	Secteur privé	Total	Secteur public	Secteur privé	Total	Secteur public	Secteur privé	Total
I. Valeur à prix constants, base 1976 (en millions de livres turques)									
Agriculture	48 780	44 600	93 380	66 594	53 000	119 594	90 082	58 400	148 482
Industries minières et extractives	52 198	2 900	55 098	65 765	3 500	69 265	68 760	3 950	72 710
Industries manufacturières	201 067	134 500	335 567	180 030	137 600	317 630	139 120	141 500	280 620
Electricité, gaz, eau	170 078	2 625	172 703	176 780	3 350	180 130	178 935	4 000	182 935
Transports, communications	127 821	65 500	193 321	132 505	76 700	209 205	150 582	83 000	233 582
Tourisme	3 327	3 350	6 677	4 290	3 750	8 040	7 204	4 150	11 354
Logement	14 139	266 000	280 139	14 570	243 000	257 570	17 265	241 000	258 265
Education	24 320	1 025	25 345	32 198	1 100	32 298	36 212	1 180	37 392
Santé	10 525	1 150	11 675	13 825	1 200	15 025	17 232	1 260	18 492
Autres	42 845	20 350	63 195	48 490	21 800	70 290	73 994	23 360	97 354
<i>Total</i>	695 100	542 000	1 237 100	735 047	545 000	1 280 047	779 386	561 800	1 341 186
II. Taux de croissance (en pourcentage)									
Agriculture	-1.1	-4.2	-2.7	36.5	18.8	28.1	35.3	10.2	24.2
Industries minières et extractives	-6.5	0.7	-6.2	26.0	20.7	25.7	4.6	12.9	5.0
Industries manufacturières	8.8	-4.2	3.2	-10.5	2.3	-5.3	-22.7	2.8	-11.7
Electricité, gaz, eau	-2.4	45.4	-1.9	3.9	27.6	4.3	1.2	19.4	1.6
Transports, communications	-13.2	-31.0	-20.2	3.7	17.1	8.2	13.6	8.2	11.7
Tourisme	-29.0	-5.7	-18.9	28.9	11.9	20.4	67.9	10.7	41.2
Logement	-22.5	-26.4	-26.2	3.0	-8.6	-8.1	18.5	-0.8	0.3
Education	3.1	-30.1	1.1	32.4	7.3	31.3	12.5	7.3	12.3
Santé	-15.2	-47.3	-20.0	31.4	4.3	28.7	24.6	5.0	23.1
Autres	4.1	-9.0	-0.5	13.2	7.1	11.2	52.6	7.2	38.5
<i>Total</i>	-2.3	-20.0	-10.9	5.7	0.6	3.5	6.0	3.1	4.8

Source : Office national de planification.

d'investissement (construction du gigantesque barrage Ataturk sur l'Euphrate par exemple). Les autres secteurs prioritaires sont les transports et les communications, l'enseignement, la santé et le tourisme. En revanche, l'investissement public dans le secteur manufacturier a diminué de 10 % en 1981 et sera encore réduit de 22 % en termes réels en 1982. La diminution de l'investissement public dans ce secteur fait suite à un réexamen des plans d'investissement des entreprises d'Etat, dont beaucoup ont été retardés, réduits ou abandonnés.

Selon les indications disponibles, la consommation globale en termes réels aurait fortement augmenté (5.1 %), la consommation publique progressant de près de 15 % et la consommation privée (calculée par différence) de 3.6 %, ce qui implique une légère augmentation de la consommation par habitant en termes réels. Il convient de souligner que toutes ces données sont provisoires et que la structure de la production et des dépenses pourrait, en particulier, se révéler très différente lorsque les résultats finals seront connus.

Pour 1982, on s'attend à ce que le rythme d'augmentation de la consommation se ralentisse quelque peu pour s'établir à 4.2 %, celui de la consommation privée se maintenant au niveau de l'an dernier.

Tableau 3. **Production agricole**
Milliers de tonnes

	1977	1978	1979	1980	1981 Estimation
Blé	16 650	16 700	17 550	16 500	17 000
Orge	4 750	4 750	5 240	5 300	5 900
Seigle	690	620	620	525	500
Maïs	1 265	1 328	1 350	1 240	1 100
Riz	277	305	330	234	290
Betterave sucrière	9 000	8 837	8 760	6 766	11 000
Soja	5	3	3	2	10
Figues	175	185	200	205	205
Raisins	3 180	3 496	3 500	3 600	3 600
Mandarines	135	150	155	167	170
Oranges	650	656	680	695	700
Thé	395	450	555	476	200
Olives	404	1 100	430	1 350	600
Noisettes	290	310	300	250	350
Tabac	247	292	217	234	200
Coton	575	475	476	500	500
Grains de tournesol	455	485	590	750	575

Source : Institut national de statistiques.

Agriculture

L'évolution du produit brut agricole semble confirmer les tendances observées récemment, à savoir un ralentissement des taux de croissance des principales cultures traditionnelles. En 1981, la récolte de blé, estimée à 17 millions de tonnes, n'a guère dépassé les niveaux atteints depuis 1977 (tableau 3). On observe la même situation pour les autres céréales, à l'exception de l'orge, dont la production a augmenté de quelque 10 %. La production de fruits (tangerines, oranges, figues et raisins) s'est située à peu près au niveau de 1980. En raison du cycle bisannuel de cette production, la récolte

d'olives a été en baisse ; sa diminution a été toutefois moins importante que prévu. La récolte de tabac a également fléchi du fait d'une réduction des superficies plantées décidée après plusieurs années de surproduction. La récolte de thé n'a atteint que 40 % des niveaux antérieurs, en raison de modifications apportées à la politique d'achat du secteur public dans le but d'améliorer la qualité de la production et de réduire les subventions aux planteurs de thé. En revanche, des augmentations ont été enregistrées pour la production de noisettes (+ 40 %) et de betteraves (+ 63 %).

Si elle devait persister, la tendance au ralentissement de la croissance de la production agricole poserait de graves problèmes, dans la mesure où la population continue de s'accroître à un rythme bien supérieur à 2 % par an. Il est vraisemblable que seules une modernisation de la production et des méthodes de commercialisation ainsi qu'une plus grande diversification pourraient conduire à une amélioration. Compte tenu de son faible niveau de développement, l'agriculture turque dispose sans aucun doute d'un vaste potentiel qui pourrait être mobilisé, à condition que les problèmes posés par la petite taille des unités agricoles et le manque de capitaux et de compétences puissent être surmontés. La réforme agraire est à l'ordre du jour depuis longtemps, mais n'a guère progressé. Les expériences faites dans les pays d'Europe occidentale ont montré que les petits exploitants peuvent tirer des avantages considérables de leur participation à des coopératives de commercialisation et de crédit ainsi qu'à des syndicats agricoles nationaux, ces organisations permettant de réaliser des économies d'échelle considérables et une amélioration de la compétitivité. Pour être efficaces, toutefois, elles doivent être gérées selon des principes économiques sains et doivent pouvoir compter sur la participation active de leurs membres. Il importe à cet égard que les exploitants considèrent leur coopérative essentiellement comme une entreprise commerciale qui sert leurs intérêts dans le cadre de l'économie de marché, et non comme le moyen éventuel d'acheminement d'aides publiques à l'agriculture.

Industrie

La Turquie ne dispose pas de statistiques fiables sur la production industrielle, encore que des données mensuelles soient collectées (mais pas publiées régulièrement) sur la production de certains biens industriels. Des données relatives à quelques-uns de ces biens figurent au tableau 4, qui retrace l'évolution de la production brute en 1981. Par rapport aux données relatives à 1980, l'amélioration est évidente ; la production de la plupart des produits retenus est en forte progression ; c'est notamment le cas du ciment (+ 17 %), des tissus de coton et de laine (+ 25 et 15 %), du papier (+ 21 %), du charbon et du lignite (+ 10 %), des autobus (+ 26 %), des tracteurs (+ 48 %) et des engrais chimiques (+ 54 %). Contrairement à l'année précédente les baisses de production n'ont concerné qu'un nombre relativement limité de produits (automobiles, pneus, produits sidérurgiques et coke).

Aussi incomplètes soient-elles, ces données confirment que la production industrielle s'est sensiblement accrue en 1981, alors qu'elle avait accusé un recul quasi général.

Prix et salaires

L'indice des prix de gros du Ministère du Commerce, sur la base duquel le taux moyen d'inflation sur douze mois s'élevait à 107 % en 1980, et l'indice du coût de la vie à Istanbul, qui avait fait apparaître un taux d'inflation légèrement plus faible (+ 94 %), témoignent l'un et l'autre d'un fort ralentissement de la hausse des prix dont le taux s'est établi aux alentours de 38 % en 1981 (tableau 5). Sur une base mensuelle, le taux d'inflation d'une année à l'autre, tel qu'il ressort de l'indice des prix à la consommation, est tombé de 120 % en mars 1980 (mois où l'indice en question s'est le plus ressenti de la

Tableau 4. Principales productions industrielles
Pourcentage de variation

	1980/1979	Janv.-Juin 1981/1980	Juillet-Déc. 1981/1980	Janv.-Déc. 1981/1980
Ciment	-6.8	19.6	14.7	16.8
Fils de coton	-6.5	4.8	-0.6	2.2
Tissus de coton	-6.6	31.0	19.4	25.1
Fils de laine	-3.6	28.6	2.5	15.3
Tissus de laine	-26.5	20.2	29.5	24.7
Papier	-0.3	22.2	20.4	21.3
Pneus	9.4	16.5	-8.5	-12.8
Automobiles	-28.0	-48.7	19.6	-19.7
Autobus	-6.2	32.2	21.1	26.3
Electricité	4.1	6.8	8.6	7.0
Engrais	31.5	97.3	28.0	54.0
Caoutchouc synthétique	-13.0	61.9	26.7	42.8
Produits pétroliers	15.2	3.3	8.8	6.5
Fuel oil	17.5	8.4	1.5	4.6
Pétrole brut	-18.2	-0.7	4.9	2.1
Charbon	-10.4	13.1	5.5	10.4
Lignite	22.3	11.1	10.9	10.4
Minérai de fer	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Chrome	-3.4	54.7	-3.5	21.6
Cuivre	-18.9	81.6	1.1	54.4
Lingots d'acier	0	7.0	-1.5	3.1
Acier (produits laminés)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Coke	-8.5	1.7	-4.8	-1.7
Tracteurs	16.4	102.2	18.3	47.8
Sucre	-19.6	-65.2	33.7	31.3

Source : Office national de planification.



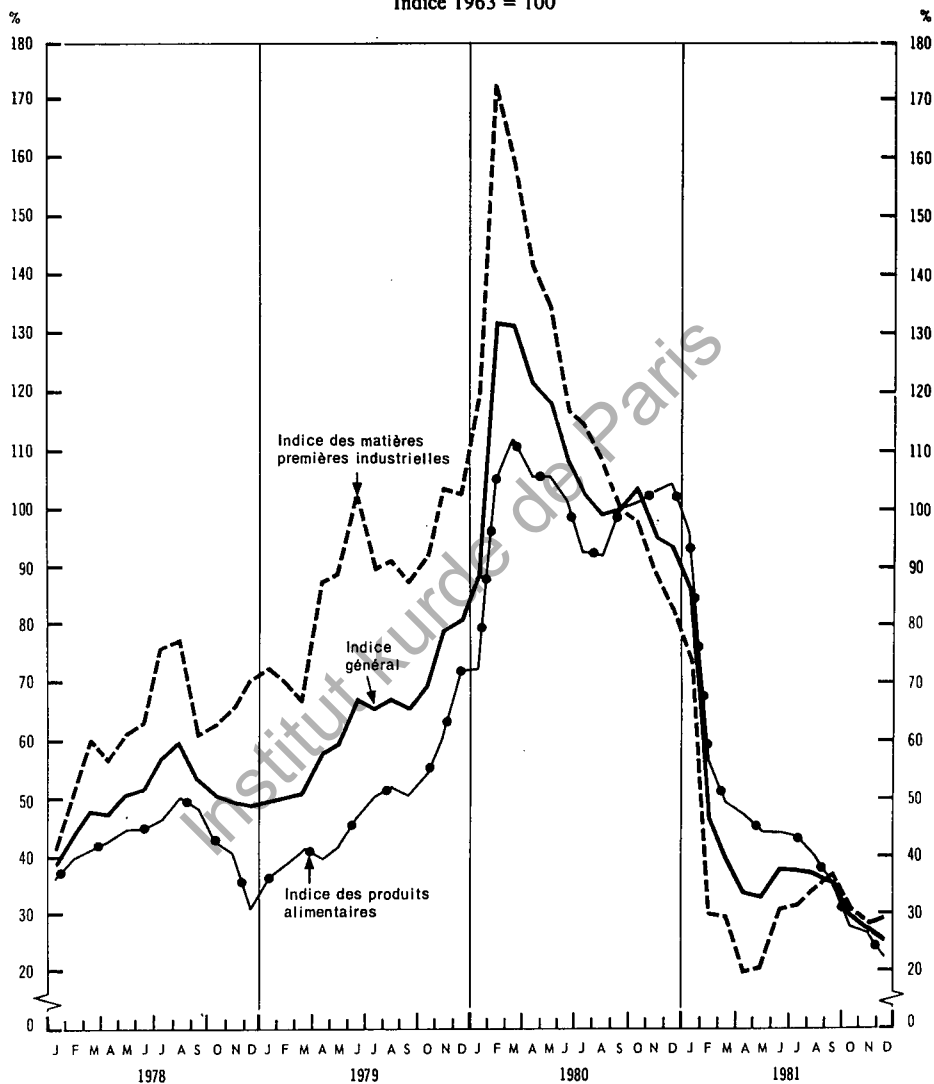
suppression de la plupart des mesures de contrôle des prix) à 75 % en décembre 1980 et à 29 % en décembre 1981. Actuellement, le taux tendanciel d'inflation est probablement un peu inférieur à ce niveau, compte tenu de la rigueur des politiques monétaire et budgétaire et de la normalisation des approvisionnements dont l'irrégularité avait grandement contribué à la poussée de l'inflation en 1979-1980.

Outre l'effet salutaire des restrictions monétaires, l'amélioration du climat inflationniste doit beaucoup aux restrictions imposées à la croissance du revenu nominal. Ainsi, la hausse des rémunérations nettes des ouvriers et des fonctionnaires publics a été limitée à 40-50 % en moyenne : c'est ce plafond qui a été appliqué par la Commission suprême d'arbitrage lors du renouvellement des conventions collectives venant à expiration. On est très loin de la situation observée en 1979 et au début de 1980, époque où les syndicats avaient obtenu d'importantes augmentations de salaires, qui ont aggravé les pressions s'exerçant sur les coûts et les prix.

On peut faire les mêmes observations pour ce qui est des prix de soutien agricoles qui, en 1979 et 1980, par exemple, avaient fait l'objet de majorations très importantes, mais dont l'augmentation n'a pas dépassé 14 à 40 % en moyenne, en 1981. Le relèvement du prix du thé (64 %) a été une exception, justifiée par l'introduction de normes de qualité plus strictes ayant entraîné une réduction sensible des quantités achetées par l'Etat. Si la hausse des prix du blé a également été importante (+83 %), c'est en raison de la faiblesse des approvisionnements, qui a contraint en outre les autorités à importer des quantités considérables (560 000 tonnes) pour honorer les contrats à l'exportation et maintenir les prix intérieurs à des niveaux raisonnables.

Graphique 1. Prix de gros

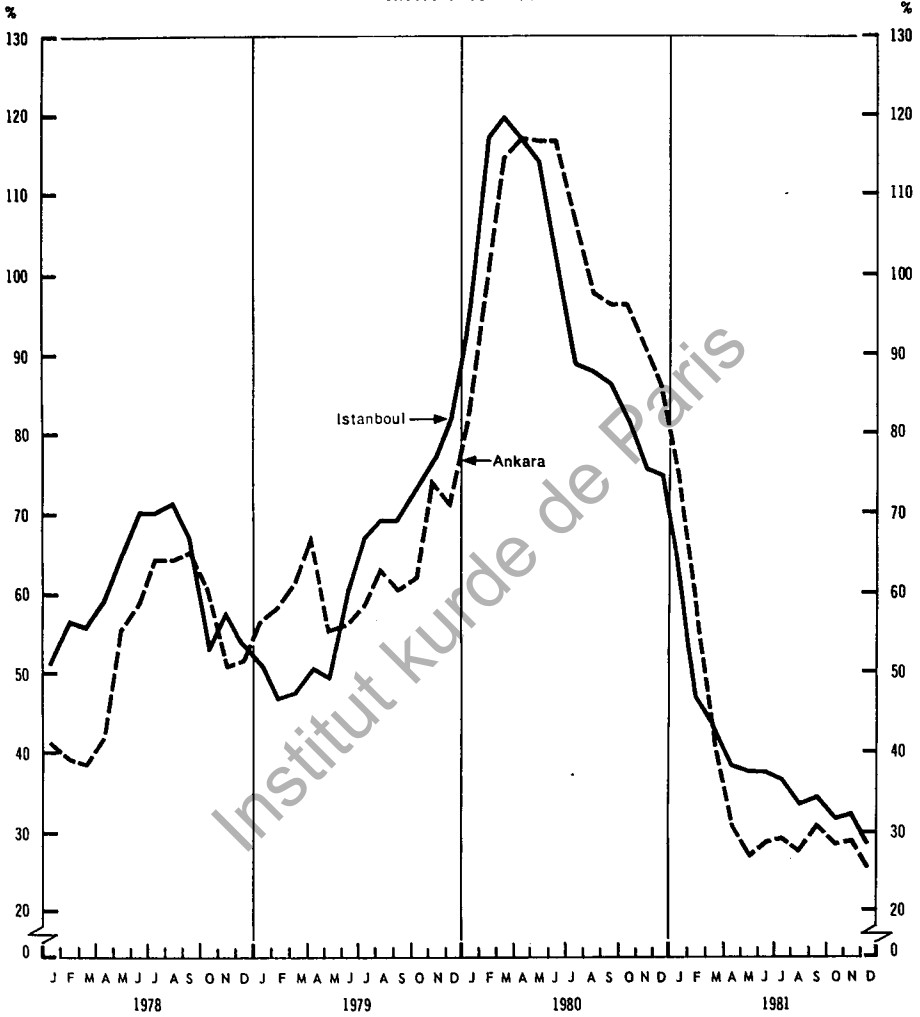
Augmentation par rapport à l'année précédente
Indice 1963 = 100



Source : Ministère du commerce.

Graphique 2. Coût de la vie à Ankara et Istanbul

Augmentation par rapport à l'année précédente
Indice 1963 : 100



Source : Ministère du commerce.

Tableau 5. Evolution des prix
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Prix de gros									Coût de la vie Istanbul		
	Indice général			Produits alimentaires et fourrage			Matières premières et demi-produits industriels			1979	1980	1981
	1979	1980	1981	1979	1980	1981	1979	1980	1981			
Janvier	49.6	89.1	86.4	36.8	73.4	96.6	73.0	111.9	74.3	51.5	96.2	64.2
Février	50.1	133.2	47.4	38.6	105.7	57.6	70.7	173.3	29.9	47.1	117.4	47.0
Mars	50.9	131.9	40.0	41.3	112.8	49.4	67.0	158.8	29.0	48.0	120.2	42.6
Avril	57.3	122.7	34.1	39.6	106.9	47.6	87.1	142.5	19.7	51.0	119.3	38.2
Mai	59.5	119.0	33.1	41.8	106.9	44.6	89.0	134.1	20.7	49.9	114.5	37.8
Juin	68.0	109.8	37.9	46.9	102.9	44.3	102.8	117.4	31.1	59.6	101.4	37.7
Juillet	66.2	103.5	37.8	50.6	93.9	43.8	89.9	115.1	31.3	67.1	89.2	36.7
Août	67.7	100.0	37.2	52.4	92.8	39.5	91.3	108.9	34.6	69.6	88.2	33.1
Septembre	65.9	100.9	36.6	50.9	100.7	35.9	88.1	101.0	37.4	69.8	86.7	34.3
Octobre	69.7	104.7	29.6	54.0	110.2	28.3	92.1	98.4	31.1	73.2	82.7	31.4
Novembre	79.0	96.9	27.3	61.5	104.3	26.8	104.1	88.4	28.1	76.6	76.2	32.2
Décembre	81.4	94.5	25.6	65.7	105.2	22.7	103.4	82.6	29.5	81.8	75.1	28.6
Moyenne annuelle	63.9	107.2	36.8	48.9	101.7	43.3	89.7	115.8	31.2	63.5	94.3	37.6

Source : Ministère du commerce.

Tableau 6. Prix de soutien agricoles
Livres turques par kilogramme

	1979	% de variation	1980	% de variation	1981	% de variation
Noisettes	37.50 (45.00)	74.4 (95.6)	110.00	193.3	125.00	13.6
Raisins secs (épépinés)	40.00 (45.00)	91.5 (128.6)	85.00	112.5	110.00	29.4
Figues sèches	22.00	109.5	50.00	127.3	65.00	30.0
Pistaches	125.00 (150.00)	127.3 (172.7)	300.00	140.0	—	—
Blé (moyenne)	5.03	57.2	10.23	103.4	18.75 ¹	83.3
Coton	25.00	81.8	50.00	100.0	63.00	26.0
Tabac (moyenne)	60.91	21.6	111.68	83.4	130.34 ¹ (149.89)	16.7 (34.2)
Huile d'olive (litre)	—	—	125.00	—	—	—
Betterave sucrière (moyenne)	1.42	57.8	3.10	118.3	4.50 ¹	45.2
Graines de tournesol	12.00 (16.00)	41.2 (88.2)	30.00	150.0	40.00	33.3
Thé	14.50	20.8	25.00 (37.50)	72.4 (158.6)	41.00	64.0
Montant total versé aux producteurs (milliards de livres turques)	72.8		122.9		180.1 ¹	

1. Chiffre provisoire.

Note : Les chiffres entre parenthèses comprennent les primes de soutien accordées pendant l'année.

Source : Office national de planification.

Aussi pénible qu'aient pu le juger au départ les principaux intéressés, l'effort de ralentissement de la spirale inflationniste, par une détermination judicieuse des salaires et des prix pour les ouvriers et les agriculteurs, a été rapidement payant, comme en témoigne le net ralentissement de la hausse des prix. En 1982, les autorités continueront d'appliquer une politique de restriction monétaire et budgétaire et une politique active sur le plan des revenus, l'association de ces mesures s'étant révélée jusqu'ici fructueuse, il y a de bonnes raisons de croire que l'inflation pourra être réduite encore davantage.

Balance des paiements

L'un des principaux objectifs du programme de stabilisation de la Turquie a été la réduction du déficit courant dont l'ampleur était intolérable. Après une forte dévaluation de la livre turque en janvier 1980 (de 33 %), le taux de change a fait l'objet de petits alignements périodiques avant que soit finalement mis en place un système d'ajustements journaliers, fondé principalement sur le dollar des Etats-Unis (tableau 7). De décembre 1980 au début de janvier 1982, la livre a été dévaluée progressivement d'un tiers environ par rapport au dollar, et de 25 % par rapport au deutschemark, ce qui a permis de maintenir le taux de change effectif à un niveau à peu près constant en moyenne entre le début de 1980 et le milieu de 1981, après quoi une certaine baisse est intervenue (graphique 3). Les autorités turques ont donc réussi à démythifier la question du taux de change, qui avait été l'un des principaux sujets politiques tabous dans le passé. Il convient de rappeler que c'est la priorité donnée au

Tableau 7. Taux de change de la livre turque par rapport au dollar

1 ^{er} mars 1978	25.00	
10 avril 1979	26.50	(47.10) ¹
10 mai 1979	26.50	(42.10) ¹
12 juin 1979	47.10 ²	
25 janvier 1980	70.00	(55.00) ³
2 avril 1980	73.70	(57.90) ³
9 juin 1980	78.00	(61.30) ³
4 août 1980	80.00	(62.87) ³
12 octobre 1980	82.70	(65.19) ³
26 octobre 1980	84.80	(72.50) ³
8 novembre 1980	87.95	(77.50) ³
10 décembre 1980	89.25	(78.66) ³
26 janvier 1981	91.90	(79.41) ³
5 février 1981	95.95	(83.38) ³
24 mars 1981	95.65	(83.12) ³
14 avril 1981	98.20	(85.00) ³
Mars-juin 1981	102.00 ⁴	
Juillet-septembre 1981	117.85 ⁴	
Octobre-décembre 1981	126.70 ⁴	

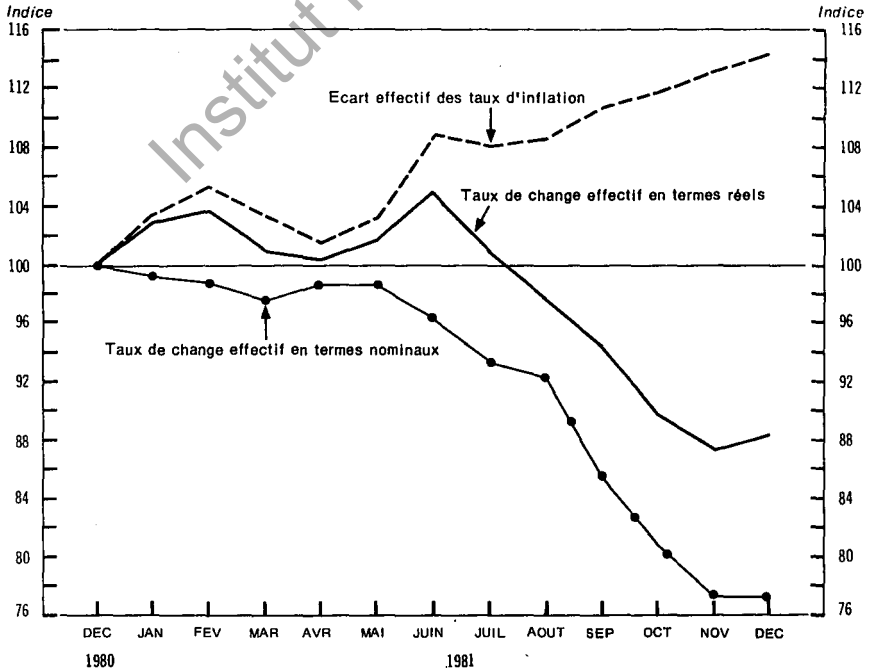
1. Taux de change privilégié applicable aux envois de fonds des travailleurs expatriés et aux recettes de tourisme.

2. La parité du dollar est maintenue à 35 livres turques pour les exportations de produits agricoles traditionnels ainsi que pour les importations de pétrole, de produits pétroliers et de matières premières pour la fabrication d'engrais.

3. Taux applicable aux importations d'engrais et de pesticides agricoles.

4. A compter du 1^{er} mai 1981, le taux de change a été ajusté quotidiennement. Les chiffres indiqués sont les moyennes des taux de change journaliers.

Graphique 3. Taux de change effectif en termes réels
Déc. 1980 = 100



marché intérieur par la politique économique turque, conjuguée à une surévaluation notable de la livre, qui avait empêché le développement des exportations et que l'on tient pour principale responsable des problèmes actuels de balance des paiements de la Turquie.

Outre l'effet positif exercé par un taux de change réaliste, les exportateurs sont encouragés par l'accès préférentiel qui leur est réservé à des crédits bonifiés, par l'exemption du paiement des taxes à l'importation et par des dégrèvements fiscaux en faveur de la production pour l'exportation. Les exportateurs sont également autorisés à garder la moitié de leurs gains en devises pour faire face à leurs propres besoins d'importation ou à ceux de leurs fournisseurs nationaux.

En 1981, du fait des mesures visant à encourager les exportations, le déficit du commerce extérieur (qui, pour aggraver encore les choses, s'était fortement accru sous l'effet de la deuxième augmentation des prix pétroliers en 1980) a été réduit de 800 millions de dollars (tableau 12). Les recettes nettes au titre des opérations invisibles ayant elles aussi sensiblement progressé, grâce à une augmentation des envois de fonds des travailleurs émigrés, des droits de transit et des rapatriements de bénéficiaires liés à l'exécution de contrats à l'étranger, le déficit courant a été réduit de 1.4 milliard de dollars, et a été ainsi ramené à 2.3 milliards de dollars. Les termes de l'échange – qui s'étaient dégradés de 20 % environ en 1980 du fait du renchérissement du pétrole – se sont vraisemblablement encore légèrement détériorés en 1981, en raison d'une diminution des prix offerts sur le marché mondial pour certaines des exportations traditionnelles de la Turquie et d'une nouvelle hausse modérée qu'auraient accusés les prix du pétrole et d'autres importations industrielles.

Importations

Les importations ont augmenté de 13 % en valeur (et de 3 à 4 % en volume) pour atteindre, d'après les estimations, 8.9 milliards de dollars. Les importations de pétrole, qui avaient progressé de 20 % en volume en 1980 (et s'étaient élevées à 11 millions de tonnes de brut environ) sont restées stationnaires en 1981, le niveau des stocks étant suffisant et les efforts déployés pour réduire la consommation d'énergie ayant porté leurs fruits. Les importations non pétrolières ont augmenté de 25 % en dollars courants et d'après les estimations, de 17 % en volume. Bien que cette progression semble relativement importante compte tenu du fait que la croissance du PIB n'a guère dépassé 4 %, elle peut s'expliquer par un accroissement relativement rapide – plus de 50 % – des importations de biens d'équipement, en particulier de machines, par une augmentation des besoins d'importation des industries orientées vers l'exportation et enfin – dernier facteur mais non le moindre – par la nécessité de reconstituer les stocks (tableau 8). La Turquie a également importé 560 000 tonnes de blé pour faire face aux contrats d'exportation. Face à ces développements, on ne peut oublier que, traditionnellement, l'économie turque est fortement tributaire des importations, notamment, en période de croissance économique vigoureuse. Il est probable qu'à l'avenir, les politiques mises en œuvre devront davantage mettre l'accent sur cette composante de la balance des paiements.

Exportations

Comme on l'a signalé plus haut, les mesures d'encouragement aux exportations ont porté des fruits. Les exportations de produits industriels ont augmenté de plus de 1.2 milliard de dollars, doublant ainsi en valeur ; la progression a été particulièrement marquée au second semestre de 1981, ce qui pourrait donner à penser que l'expansion des exportations restera sans doute soutenue tout au long de l'année 1982 (tableau 9).



Tableau 8. Importations par produits
Millions de dollars des Etats-Unis

	1979	1980	1981	1982 Programme
I. <i>Produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche</i>	36	50	125	175
II. <i>Produits des industries minières et extractives</i>	1 818	4 006	4 076	4 610
Pétrole	1 712	3 862	3 856	
Pétrole brut	962	2 952	3 235	
Produits pétroliers	750	910	621	
Autres	106	144	220	
III. <i>Produits transformés et manufacturés</i>	3 092	3 759	4 641	5 130
Produits agricoles transformés	115	301	229	425
Produits manufacturés	2 977	3 458	4 412	4 705
Produits chimiques	524	727	944	
Engrais	356	395	255	
Caoutchouc et plastiques	145	181	240	
Cuirs et peaux	0	0	1	
Produits forestiers	1	3	2	
Textiles	46	79	78	
Verre et céramique	28	35	40	
Fer et acier	345	462	604	
Métaux non ferreux	55	87	141	
Produits métalliques	14	23	23	
Machines	903	843	1 223	
Appareils électriques	251	270	336	
Véhicules à moteur	221	223	356	
Autres	88	130	169	
IV. <i>Importations bénéficiant de dérogations</i>	123	94	69	85
Total	5 069	7 909	8 911	10 000

Sources : Institut national de statistiques et Office national de planification.

L'essor des exportations ne s'est pas limité à un petit nombre de produits, mais a au contraire intéressé une large gamme de biens de consommation et de biens d'équipement ainsi que les matériaux de construction. Étant donné néanmoins que les produits industriels turcs sont relativement peu diversifiés et peu sophistiqués, les exportations (à l'exception d'un petit nombre de produits agricoles dont la Turquie est l'un des premiers fournisseurs) sont vulnérables à la concurrence internationale et aux évolutions défavorables qui peuvent se produire sur certains marchés. La progression des exportations turques en 1981 semble avoir très largement tenu aux ventes effectuées vers un petit nombre de pays de l'OPEP, en particulier l'Irak et la Libye, qui ont importé au total pour 1 milliard de dollars de marchandises en provenance de Turquie (contre moins de 200 millions de dollars). Les exportations à destination des pays de l'OCDE ont néanmoins également augmenté d'environ 600 millions de dollars, pour se chiffrer à 2.3 milliards de dollars (tableau 11). Depuis l'an dernier, les exportations turques se répartissent presque à égalité entre les pays de l'OCDE et le reste du monde, alors que dans le passé, le rapport était des deux-tiers environ pour les pays de l'OCDE et d'un tiers pour l'ensemble des autres pays. Cette orientation de plus en plus marquée des exportations turques vers les pays arabes et africains se poursuivra probablement, en

Tableau 9. Exportations par produits
Millions de dollars des Etats-Unis

	1979	1980	1981	1982 Programme
I. Produits agricoles	1 344	1 672	2 219	2 470
Céréales et légumineuses	164	181	326	440
Fruits et légumes	648	754	795	865
Noisettes	353	395	302	
Fruits secs	166	212	234	
Agrumes	53	87	125	
Autres	76	60	134	
Produits industriels et forestiers	448	606	813	852
Coton	228	323	348	
Tabac	177	234	395	
Autres	43	49	70	
Animaux vivants et produits de la mer	84	131	285	313
II. Produits des industries minières et extractives	132	191	194	300
III. Produits transformés et manufacturés	785	1 047	2 290	3 080
Produits agricoles transformés	151	209	412	520
Produits manufacturés	634	838	1 878	2 560
Textiles et habillement	378	424	803	
Industries des cuirs et peaux	44	50	82	
Industrie de la sylviculture	2	4	20	
Industrie chimique	24	76	94	
Caoutchouc et plastiques	3	16	72	
Produits pétroliers	—	39	107	
Verre et céramique	37	36	102	
Ciment	45	40	198	
Sidérurgie	31	34	100	
Industrie des métaux non ferreux	14	18	30	
Produits métalliques et machines	18	30	85	
Appareils et produits électriques	5	11	26	
Véhicules à moteur	} 33	50	117	
Autres		10	42	
Total	2 261	2 910	4 703	5 850

Sources : Institut national de statistiques et Office national de planification.

raison de la proximité de ces marchés, de leur potentiel de développement économique et des relations privilégiées qu'entretient la Turquie avec le monde islamique. En particulier, les échanges avec les pays du Golfe arabe devraient se redresser à la suite des efforts déployés récemment par les autorités turques pour développer la coopération économique et financière avec ces pays. La Turquie a également intensifié ces derniers temps ses échanges avec l'Egypte et les pays d'Afrique du nord. Il s'agit là d'un aspect positif dans la mesure où jusqu'ici les exportations turques étaient limitées à un nombre restreint de pays du Moyen Orient et donc tributaires de l'évolution de la situation dans ces pays². Cependant, les entreprises turques devraient aussi pouvoir accroître encore leurs ventes sur les marchés plus exigeants d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, comme le montrent certains exemples récents, notamment dans le domaine des biens de consommation.

2. On peut en donner pour exemple les échanges avec la Libye qui après s'être développés rapidement se trouvent affectés par des problèmes de transfert depuis l'automne 1981.

Tableau 10. Commerce extérieur et envois de fonds des travailleurs émigrés
Millions de dollars des Etats-Unis

	1980					1981				
	T1	T2	T3	T4	Année	T1	T2	T3	T4	Année
Exportations	714	585	567	1 044	2 910	1 022	936	1 051	1 694	4 703
Produits agricoles	466	314	272	620	1 672	586	383	462	788	2 219
Produits miniers	26	36	64	65	191	33	59	52	50	194
Produits industriels	222	235	231	359	1 047	403	494	537	856	2 290
Importations	1 398	1 617	2 351	2 543	7 909	2 298	2 080	2 120	2 413	8 911
dont: Pétrole	550	783	1 246	1 283	3 862	1 113	677	954	1 112	3 856
Envoi de fonds des travailleurs émigrés	368	373	766	564	2 071	418	531	933	608	2 490

Sources : Institut national de statistiques et Banque centrale de la Turquie.

Tableau 11. Répartition géographique du commerce extérieur
Millions de dollars des Etats-Unis

	1979				1980				1981			
	Impor- tations	En % du total	Expor- tations	En % du total	Impor- tations	En % du total	Expor- tations	En % du total	Impor- tations	En % du total	Expor- tations	En % du total
I. Pays de l'OCDE	3 064	60.5	1 446	63.9	3 583	45.3	1 680	57.7	4 280	48.0	2 264	48.1
Pays de la CEE	1 828	36.1	1 098	48.6	2 203	27.9	1 242	42.7	2 519	28.3	1 503	31.9
<i>dont</i> : France	313	6.2	137	6.1	377	4.8	164	5.6	400	4.5	216	4.6
Allemagne	630	12.4	495	21.9	837	10.6	604	20.8	940	10.5	643	13.7
Italie	473	9.3	213	9.4	300	3.8	218	7.5	372	4.2	246	5.2
Royaume-Uni	227	4.5	103	4.6	317	4.0	104	3.6	434	4.9	148	3.1
Autres pays de l'OCDE	1 236	24.4	348	15.3	1 380	17.4	438	15.1	1 761	19.7	761	16.2
<i>dont</i> : Japon	226	4.5	22	1.0	113	1.4	37	1.3	206	2.3	35	0.7
Suisse	251	4.9	114	5.0	348	4.4	125	4.3	533	6.0	264	5.6
Etats-Unis	378	7.5	104	4.6	442	5.6	127	4.4	589	6.6	268	5.7
II. Pays à monnaie convertible ayant conclu des accords bilatéraux	1 767	34.8	617	27.3	3 916	49.5	1 062	36.5	4 312	48.4	2 200	46.8
Union soviétique	108	2.1	127	5.6	181	2.3	169	5.8	164	1.8	194	4.1
Bloc de l'Est	504	9.9	174	7.7	572	7.2	312	10.7	627	7.0	126	2.7
Pays de l'OPEP	1 084	21.4	217	9.6	3 130	39.6	389	13.4	3 521	39.6	1 630	34.7
<i>dont</i> : Iran	176	3.5	12	0.5	803	10.2	85	2.9	739	5.1	442	9.4
Irak	579	11.4	113	5.0	1 237	15.6	135	4.6	1 616	18.1	559	11.9
Libye	208	4.1	43	1.9	778	9.8	60	2.0	788	8.8	442	9.4
Arabie Saoudite	14	0.2	20	0.9	106	1.3	44	1.5	378	4.2	187	4.0
Autres	71	1.4	99	4.4	33	0.4	192	6.5	—	—	250	5.3
III. Autres pays	228	4.7	198	8.8	410	5.2	168	5.8	319	3.6	239	5.1
Total	5 069	100.0	2 261	100.0	7 909	100.0	2 910	100.0	8 911	100.0	4 703	100.0

Source : Institut national de statistiques.

Transactions invisibles

Selon des estimations provisoires, les recettes en devises provenant des transactions invisibles auraient augmenté de 600 millions de dollars en 1981 pour s'établir à 1.9 milliard de dollars, contre 1.3 milliard de dollars en 1980. Cette évolution a été due principalement à une nouvelle progression substantielle des envois de fonds des travailleurs émigrés qui se sont chiffrés à 2.5 milliards de dollars, et à une nette augmentation des « autres opérations invisibles » qui comprennent les redevances et les gains au titre des transports maritimes et du commerce de transit, ainsi que les transferts de bénéficiaires en devises réalisés par les sociétés turques d'ingénierie qui sont devenues très actives dans le secteur de la construction au Moyen Orient ; selon des estimations récentes, le volume de leurs carnets de commandes avoisinerait 10 milliards de dollars.

Les recettes nettes au titre du tourisme et des voyages (278 millions de dollars) ont été cette année encore relativement faibles, notamment si on les compare aux recettes correspondantes enregistrées par d'autres pays méditerranéens plus petits. Il est vrai que la Turquie a choisi de ne pas participer à l'essor touristique des pays du sud de l'Europe, lequel, tout en contribuant de manière substantielle au financement de la balance des paiements des pays méditerranéens, a également eu des effets négatifs sur l'environnement et le tissu social. Toutefois, si l'on considère le potentiel touristique dont dispose la Turquie grâce à son soleil, ses vastes plages non polluées, ses sites archéologiques et son héritage culturel, il est difficile de comprendre l'indifférence apparente témoignée par les autorités jusqu'à une date très récente à l'égard de la mise en valeur, ne serait-ce qu'à une faible échelle, de ce capital exceptionnel.

Financement du déficit extérieur courant

Ces dernières années, l'un des principaux problèmes de la Turquie a été le financement des importants déficits extérieurs courants, lequel n'a pu être assuré que grâce à une aide internationale massive. Seize pays Membres de l'OCDE et la CEE se sont associés en un geste de solidarité sans précédent pour consentir à la Turquie des allègements de la dette publique équivalant à plusieurs milliards de dollars des Etats-Unis, et se sont par ailleurs engagés à lui fournir une aide au titre de la balance des paiements de 1 milliard de dollars en moyenne par an depuis 1979. En outre, des banques internationales sont convenues de rééchelonner diverses dettes d'un montant de l'ordre de 3 milliards de dollars et ont accordé à la Turquie un prêt en Euro-monnaies de 430 millions de dollars en 1979-1980. La Banque mondiale a choisi la Turquie comme premier bénéficiaire de sa nouvelle facilité de financement au titre de l'ajustement structurel et a versé près de 800 millions de dollars en trois ans. Il faut encore ajouter à cela les concours reçus par la Turquie du FMI qui se sont élevés à 900 millions de dollars (net). Les pays de l'OPEP ont également aidé la Turquie dans une certaine mesure en lui accordant les lignes de crédit pour ses achats de pétrole, ainsi que des prêts directs (par exemple, Arabie saoudite). Il est probable que cet apport de fonds a sensiblement réduit la durée de la grave récession économique qu'a traversée la Turquie. Comme le montre le tableau 12, la balance turque des paiements fait apparaître un chiffre relativement élevé au poste « erreurs et omissions » (1.4 milliard de dollars pour 1981), ce qui, compte tenu de l'accroissement considérable des réserves en devises de la Turquie peut s'expliquer, notamment, par une augmentation non comptabilisée ailleurs des crédits étrangers à court terme.

Les avoirs officiels en devises de la Turquie, y compris l'or, qui étaient de 758 millions de dollars en décembre 1979, sont passés à 1 162 millions de dollars en 1980 et atteignaient 1 726 millions de dollars à la fin de l'année dernière, soit l'équivalent d'environ deux mois d'importations.

Tableau 12. Balance des paiements
Millions de dollars des Etats-Unis

	1979	1980	1981 ²	1982 Programme
<i>Commerce extérieur</i>	-2 808	-4 999	-4 208	-4 150
Exportations	2 261	2 910	4 703	5 850
Importations	5 069	7 909	8 911	10 000
Pétrolières	(1 712)	(3 862)	(3 856)	
Non pétrolières	(3 357)	(4 047)	(5 055)	
<i>Invisibles</i>	1 105	1 338	1 919	2 350
Paievements d'intérêts ¹	-1 010	-1 138	-1 344	-1 450
Tourisme et voyages	179	212	278	350
Envois de fonds des travailleurs émigrés	1 694	2 071	2 490	2 850
Autres	242	193	495	600
<i>Balance courante</i>	-1 703	-3 661	-2 289	-1 800
<i>Balance des opérations en capital</i>	782	2 325	1 166	1 135
Remboursement de la dette ¹	-945	-1 556	-1 207	-1 400
Capitaux étrangers privés	86	36	41	235
Importations bénéficiant de dérogations	124	95	69	
Crédits-projets	421	547	725	850
Crédits-programme	749	1 811	835	900
Action spéciale d'aide de l'OCDE	(282)	(996)	(354)	(400)
Banque mondiale (prêts au titre de l'ajustement structurel)	(200)	(250)	(325)	(300)
Prêts de l'Arabie Saoudite	(—)	(200)	(50)	(100)
Prêts en euro-devises	(207)	(223)	(—)	(—)
Autres crédits	(60)	(142)	(106)	(100)
Allègement de la dette	924	1 450	850	550
Crédits d'acceptation	-577	-58	-147	—
<i>Balance globale</i>	-921	-1 336	-1 123	-665
FMI (net)	3	502	335	320
<i>Déficit</i>	-918	-834	-788	-345
Variations des réserves officielles (accroissement: -)	-84	-580	-469	..
Variations des mouvements de capitaux à court terme	194	126	-120	..
Erreurs et omissions	808	1 288	1 377	..

1. Avant allègement de la dette.

2. Chiffres provisoires.

Sources: Ministère des finances et Banque centrale de la Turquie.

Perspectives pour 1982

Les perspectives de la balance des paiements pour l'année en cours semblent beaucoup plus brillantes qu'elles ne l'étaient il y a seulement douze mois. Étant donné cependant les importantes modifications apportées à la politique économique, notamment en ce qui concerne les échanges et les paiements extérieurs, et le peu de temps qui s'est écoulé depuis leur adoption, il est assez difficile de faire des prévisions fiables. Le tableau 12 indique les résultats escomptés par les autorités turques pour 1982. Les exportations devraient augmenter de 25 % en valeur pour atteindre 5 850 millions de dollars. Les importations sont estimées à 10 milliards de dollars (+ 12 %). Bien que l'objectif fixé pour les exportations paraisse ambitieux, l'évolution récente donne à penser qu'il pourrait bien être atteint. De fait, les forces actuellement à l'œuvre sont

telles qu'il pourrait même être dépassé, à condition que les incitations à l'exportation restent soutenues et que l'effort de rationalisation des procédures administratives soit poursuivi. Les recettes invisibles devraient s'améliorer de 450 millions de dollars pour s'établir à 2 350 millions de dollars, grâce à la progression des envois de fonds des travailleurs émigrés, qui atteindraient près de 2.9 milliards de dollars, et à l'augmentation plus modérée des recettes nettes du tourisme et des autres recettes invisibles (essentiellement celles liées à l'exécution de contrats à l'étranger). Si ces prévisions se concrétisaient, le déficit des opérations courantes serait ramené à 1.8 milliard de dollars, soit un niveau proche de celui de 1979.

Par ailleurs, à la différence des résultats enregistrés cette même année par la balance des paiements, la Turquie peut compter sur une forte augmentation des entrées de fonds au titre des opérations en capital (1.1 milliard de dollars), grâce, principalement, à l'existence d'un important volume de crédits-projets et de crédits-programmes engagés mais non encore utilisés qui lui ont été accordés dans le cadre de l'Action spéciale d'aide de l'OCDE ainsi que par la Banque mondiale. Compte tenu du versement par le FMI de 320 millions de dollars de crédits dans le cadre des accords de confirmation en vigueur, le solde restant à financer est estimé à 345 millions de dollars. C'est là un chiffre relativement faible, comparativement aux déficits qui avaient été prévus au début de chacune des deux années précédentes et qui avaient abouti à l'adoption des programmes d'aide successifs en faveur de la Turquie. Ce résultat témoigne de l'efficacité de l'aide extérieure fournie, ainsi que de l'adéquation des mesures prises par les autorités turques pour redresser une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle était très difficile.

Résultats fiscaux et budgétaires

L'orientation de la politique budgétaire et la mise en œuvre du budget de l'administration centrale ont fait l'objet d'importantes modifications au cours de l'année 1981. Contrairement à ce qui se produisait dans le passé, les objectifs initiaux de dépenses ont été strictement respectés. Les dépenses des services gouvernementaux ont été étroitement surveillées, tandis que la mise en œuvre de la réforme fiscale, longtemps retardée³, entraînait un accroissement des recettes.

Pour l'exercice 1981 (mars à février), on s'attend à une progression des recettes de l'ordre de 73 % (ce qui les porterait à 1 485 milliards de livres turques), tandis que le niveau global des dépenses devrait, selon les estimations, s'accroître d'environ 44 % (pour atteindre 1 525 milliards de livres turques). Les dépenses courantes augmentent probablement de 52 %, les dépenses de personnel ne s'accroissant que de 30 % (c'est-à-dire moins que le taux d'inflation). En 1981, cependant, les traitements nets des fonctionnaires se sont accrus de plus de 30 % en raison des allègements fiscaux. Les transferts aux entreprises d'Etat resteront apparemment constants à 214 milliards de livres turques, grâce à la discipline financière accrue imposée à ces entreprises; exprimés en pourcentage du PIB nominal, ces transferts n'en demeurent pas moins importants (3 %). Les dépenses d'investissements devraient s'accroître de 100 %; si les résultats définitifs sont conformes à l'estimation provisoire, ce serait là un résultat tout à fait remarquable, même en faisant la part de l'inflation. Le déficit budgétaire qui s'établissait à 203 milliards de livres turques en 1980/81 (soit 4.7 % du PNB) devrait être ramené autour de 40 milliards de livres turques en 1981/82 (soit moins de 1 % du PNB). Le déficit de trésorerie pourrait, cependant, être beaucoup plus élevé (113 milliards de livres turques) dans la mesure où les remboursements au titre de la dette

3. Pour plus de détails, voir l'«Étude économique de la Turquie», OCDE, mars 1981.

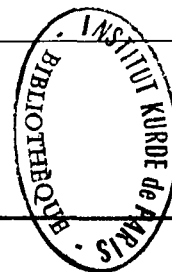
Tableau 13. Budget consolidé'
Milliards de livres turques, aux prix courants

	1980	1981 Estimation	Variation en % 1981/1980	1982 Prévisions budgétaires		Variation en % 1982 (12 mois) / 1981
				10 mois	12 mois ²	
<i>Recettes</i>	860.1	1 485.0	72.7	1 669.7	2 003.7	34.9
Recettes fiscales	748.9	1 327.0	77.2	1 449.1	1 739.0	31.0
Autres recettes ordinaires	82.9	104.0	25.5	146.5	175.8	69.0
Fonds spéciaux	14.3	30.0	109.8	50.0	60.0	100.0
Recettes du budget annexe	14.0	24.0	71.4	24.1	28.9	20.0
<i>Dépenses</i>	1 062.6	1 525.0	43.6	1 758.2	2 109.9	38.4
Dépenses courantes	497.1	755.0	51.9	863.9	1 036.7	37.3
<i>dont</i> : de personnel	(335.0)	(435.0)	(30.0)	(509.7)	(611.6)	(40.6)
Dépenses d'investissement	167.0	320.0	91.6	387.4	464.9	45.3
Transferts	398.5	450.0	12.9	506.9	608.3	35.2
<i>dont</i> : aux EEE	(213.4)	(213.5)	(0)	(223.5)	(268.2)	(25.6)
<i>Déficit</i>	-202.5	-40.0		-88.5	-106.2	
<i>Emprunts à long terme</i>	66.4	27.2		88.5		
Sur le marché intérieur	60.1	60.0		65.0		
A l'étranger (nets)	6.3	-32.8		23.5		
<i>Variation de la situation de trésorerie</i>	103.0	12.8				
Avances de la Banque centrale	109.3	85.0				
Paiements reportés (accroissement : +)	38.3	-10.0				
Paiements anticipés (accroissement : -)	-22.7	-30.0				
Dépôts bancaires (accroissement : -)	-21.9	-32.2				
<i>Erreurs et omissions</i>	33.1	—				

1. L'exercice va de mars de l'année indiquée jusqu'à février de l'année suivante.

2. Estimation du Secrétariat.

Source : Ministère des finances.



extérieure et les paiements retardés aux fournisseurs locaux, conjugués à une forte augmentation des paiements anticipés, devraient gonfler les dépenses courantes de quelque 73 milliards de livres turques. Le déficit sera financé par des emprunts auprès de la Banque centrale (niveau prévu : 85 milliards de livres turques) et par des émissions d'obligations sur le marché intérieur pour un montant de l'ordre de 60 milliards de livres turques (tableau 13).

L'exercice 1982 ne comportera que dix mois ; comme à l'accoutumée, il s'ouvrira le 1^{er} mars, mais sera clos le 31 décembre pour que l'année budgétaire coïncide avec l'année civile à partir de 1983. Le tableau présente les propositions budgétaires effectives pour cette période de dix mois, ainsi que des estimations sur douze mois afin de permettre des comparaisons avec les exercices précédents.

Sur la base de ces dernières estimations, il apparaît que les recettes et les dépenses devraient augmenter de 35 à 38 %. A supposer que l'inflation soit ramenée à 25 % comme prévu, cela impliquerait une progression des dépenses publiques en termes réels de 10 % en 1982. Les dépenses de personnel devraient augmenter à un rythme légèrement plus rapide, de même que les investissements publics (45 %) ; les transferts aux entreprises d'État pourraient augmenter de 25 % en termes nominaux, et resteraient donc stationnaires en termes réels. Le déficit calculé sur la base de douze mois s'établirait autour de 106 milliards de livres turques, soit 1 % du PNB nominal prévu.

Bien des choses dépendront naturellement de l'évolution effective des recettes. Celles-ci ont été moins dynamiques qu'on ne s'y attendait, pendant les huit premiers mois de l'exercice 1981, malgré l'introduction de la formule des versements anticipés au titre de l'impôt sur le revenu et l'application de taxes supplémentaires sur les exploitations agricoles. On peut considérer qu'il s'agit encore là de difficultés de croissance liées à la mise en place du nouveau système et que les choses rentreront plus ou moins dans l'ordre, dans l'avenir prévisible. Le Gouvernement a cependant l'intention de réduire progressivement l'impôt sur le revenu et a décidé de ramener le taux marginal de 40 à 39 % en 1982. Les bénéfices des sociétés réalisés en 1982 seront imposés au taux de 40 % et non plus de 50 % (à compter du 1^{er} janvier 1983) ; d'autres modifications seront vraisemblablement apportées au régime fiscal et aux systèmes d'évaluation fiscale. Les travaux préparatoires en vue de l'introduction de la TVA se poursuivent également.

Bien qu'une projection précise des recettes budgétaires pour 1982 soit difficile dans ces conditions, le budget tel qu'il est proposé s'inscrit nettement dans la ligne prudente adoptée en 1981 à l'égard des dépenses publiques, du déficit public et des emprunts du secteur public.

Les entreprises économiques d'État s'accoutument progressivement à l'austérité et aux nouveaux principes d'économie qui leur sont imposés depuis janvier 1980. Bien que les transferts qui leur sont accordés sur le budget de l'État pour couvrir leurs déficits et leurs besoins d'investissements soient encore relativement importants, le montant brut de leurs pertes combinées a été ramené à 6.6 milliards de livres turques.

La réorganisation annoncée de ce secteur n'a, semble-t-il, guère avancé en raison des problèmes complexes qu'elle soulève, tant sur le plan économique que sur le plan juridique. On s'efforce, en attendant de rationaliser le fonctionnement des entreprises d'État en apportant des modifications progressives et pragmatiques à leurs méthodes de gestion et à leur politique de recrutement. Ce secteur ayant, depuis plusieurs années, des effectifs pléthoriques, des restrictions ont été imposées à l'attribution des emplois vacants. En règle générale 50 % au plus des postes qui deviennent vacants peuvent être pourvus, des exceptions n'étant faites que pour le personnel de très haut niveau.

Tableau 14. Recettes du budget consolidé
Milliards de livres turques

	1980	1981 Estimation	Variation en % 1981/1980	1982 Prévision budgétaire (10 mois)
I. Recettes fiscales, total	748.9	1 327.0	77.2	1 449.1
1. Impôts sur les revenus	461.7	826.0	78.9	904.1
Impôts sur le revenu des personnes physiques	385.7	646.9	67.7	730.0
Impôts sur les revenus des sociétés	37.1	126.0	40.5	130.0
Impôts sur les plus-values mobilières	4.1	4.1	—	7.0
Impôt de péréquation	34.8	49.0	40.8	37.1
2. Impôts sur le patrimoine	7.1	24.0	238.0	24.1
Impôt foncier	2.0	12.0	500.0	13.4
Taxe sur les automobiles	3.0	8.0	166.0	7.0
Droits de succession et de donation	2.1	4.0	90.5	3.7
3. Impôts sur les biens	105.7	196.7	86.1	191.6
Taxe à la production	54.2	82.9	53.0	88.0
Taxe à la production sur le pétrole	1.7	2.0	17.6	2.5
Taxe à la production sur les produits des monopoles	29.1	84.0	188.7	70.0
Taxe sur les ventes	5.2	6.0	15.4	6.7
Droit de consommation sur le sucre	0.7	0.9	28.6	0.9
Taxe à l'achat sur les automobiles	3.0	7.5	150.0	8.0
Taxe sur les achats d'immeubles	11.8	13.4	13.6	15.5
4. Impôts sur les services	82.3	145.0	80.0	163.1
Taxe sur les opérations de banque et d'assurance	42.9	75.0	74.8	75.0
Taxe sur les transports	1.3	1.8	38.5	3.7
Taxe sur les services des PTT	2.3	3.9	69.6	4.2
Taxe sur les constructions d'immeubles	0.6	1.2	100.0	1.7
Droits de timbre	27.2	47.5	74.6	60.0
Redevances et autres	8.0	15.6	95.0	18.5
5. Impôts sur les échanges extérieurs	92.1	135.3	46.9	166.2
Droits de douane	23.6	40.0	69.5	53.7
Droit de douane sur le pétrole	4.0	3.8	-5.0	3.7
Taxe à la production sur les importations	35.1	56.0	60.0	67.9
Taxe à la production sur les importations de pétrole	7.9	7.5	-6.1	7.2
Droits de timbre sur les importations	6.1	7.0	14.8	7.5
Droits de quai	9.4	13.2	40.4	17.2
Taxe sur les dépenses de voyage à l'étranger	6.0	7.8	30.0	9.0
II. Recettes ordinaires non fiscales	82.9	104.0	25.5	146.5
III. Recettes et fonds spéciaux	14.3	30.0	109.8	50.0
IV. Recettes nettes du budget annexe	14.0	24.0	71.4	24.1
V. Recettes du budget consolidé	860.1	1 485.0	72.7	1 669.7

Source : Ministère des finances.

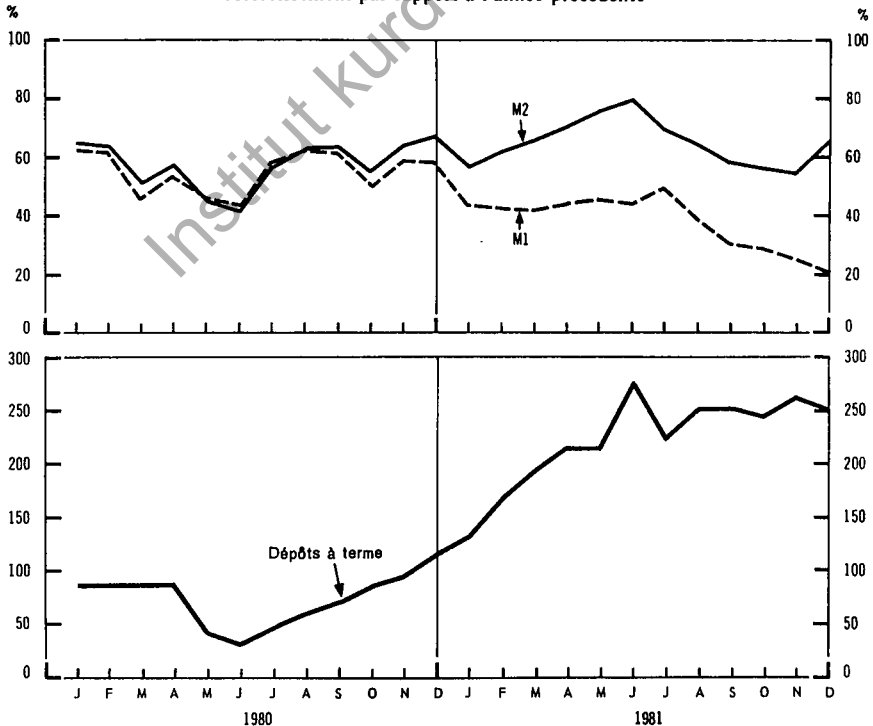
Tableau 15. Financement d'investissements par les Entreprises Economiques d'Etat du secteur productif

Milliards de livres turques, aux prix courants

	1980	1981 Estimation	1982 Programme
Bénéfices ou pertes bruts (-)	-24.0	-6.6	47.1
Impôts	16.7	36.8	49.2
Investissement, total	474.0	517.8	539.8
Investissement fixe	281.1	391.5	472.0
Variation des stocks	192.9	126.3	67.8
<i>Besoins de financement, total</i>	514.7	561.2	541.9
Financés par :			
Amortissements	23.2	34.4	50.2
Transferts budgétaires	149.4	238.2	242.6
Crédits de la Banque centrale	49.8	22.2	20.0
Crédits de la Banque nationale d'investissement	16.3	26.7	33.8
Emprunts extérieurs (nets)	67.2	112.6	68.3
Emprunts à court terme (nets)	208.8	127.1	127.0

Sources: Ministère des finances et Office national de planification.

Graphique 4. Évolution des agrégats monétaires
Accroissement par rapport à l'année précédente



Source: Banque centrale de Turquie.

L'évolution des agrégats monétaires au cours de l'année 1981 a reflété la détermination des autorités de juguler l'hyperinflation par une action concertée faisant intervenir la politique budgétaire et monétaire et la politique des revenus.

Le rythme d'expansion de la masse monétaire (M1)⁴ qui avait atteint quelque 60 % à la fin de 1980 (taux d'une année sur l'autre) ne s'est que modérément ralenti au premier semestre de 1981 (+ 44 % à la fin du deuxième trimestre); en septembre, cependant, la masse monétaire n'avait augmenté que de 34 % et en décembre 1981, le chiffre correspondant était tombé aux alentours de 22 %. La masse monétaire M2 (qui inclut les dépôts à terme) a progressé beaucoup plus rapidement en raison de la forte augmentation des dépôts à terme due aux taux d'intérêt élevés. Son taux d'expansion qui avait atteint 67 % en 1980 n'était, cependant, plus que de 61 % en décembre 1981 (tableau 16).

L'évolution du crédit de la Banque centrale a suivi une tendance analogue. Le taux d'expansion (sur 12 mois) du crédit total de la Banque centrale qui avait atteint 71 % en 1980 est tombé aux alentours de 54 % en juin 1981 et à 28 % en décembre (tableau 17). La progression des avances au Trésor – qui constitue un bon indicateur de la tendance du déficit budgétaire – s'est fortement ralentie, passant de 94 % à la fin de juin 1981 à 25 % en décembre de la même année.

Une contraction du crédit de cette ampleur ne pouvait que profondément affecter les liquidités et la demande globale. Selon les milieux d'affaires, la politique du crédit aurait été exagérément restrictive et aurait porté tort à l'activité économique, quoiqu'il soit difficile d'apprécier l'ampleur de cet impact sur la base des informations disponibles. Les banques étrangères ont, par exemple, injecté des liquidités supplémentaires dans l'économie, par le biais de prêts à court terme destinés au préfinancement des exportations. Bien que l'on ignore le volume de ces opérations, il a certainement été important, si l'on en juge par l'ampleur du poste « erreurs et omissions » de la balance des paiements. Par ailleurs, des secteurs particuliers, notamment ceux participant à l'effort d'exportation, ont bénéficié d'un accès préférentiel aux crédits de la Banque centrale. Ainsi, les crédits accordés par la Banque centrale sous forme d'opération de réescompte d'effets commerciaux se sont accrus de 65 % tandis que le financement spécial des exportations progressait de 219 % et les crédits à moyen terme de 140 %. De ce fait, la part des crédits de la Banque centrale au secteur privé, qui représentait 33 % des crédits totaux à la fin de 1980, atteignait 35 % en décembre 1981. Les crédits des banques commerciales qui intéressent essentiellement le secteur privé ont augmenté de 62 % en 1981, soit d'environ 8 % en termes réels.

Les autorités considèrent que les entreprises privées sont gravement sous-capitalisées en Turquie, l'une des raisons en étant qu'elles pouvaient facilement obtenir dans le passé des crédits bancaires relativement peu coûteux; le Gouvernement estime, en conséquence, que les sociétés devraient s'efforcer de porter leur capital propre à des niveaux correspondant à ceux auxquels il s'établit généralement dans les autres pays. Certaines des modifications fiscales et des nouvelles dispositions juridiques actuellement préparées à l'intention du secteur des entreprises ont pour but de permettre l'ajustement nécessaire.

L'effet exercé par la libéralisation des taux d'intérêt bancaires sur l'offre de fonds aux banques commerciales constitue un résultat remarquable à porter à l'actif de la politique monétaire et de la politique du crédit. Les taux d'intérêt des prêts ont été

4. M1 = monnaie en circulation, dépôts d'épargne et dépôts commerciaux à vue, et dépôts auprès de la Banque centrale.

Tableau 16. **Monnaie et crédit**
Milliards de livres turques

	1980 Déc.	Variation en % Déc. 1980/1979	1981				Variation en % Déc. 1981/1980
			Mars	Juin	Sept. ¹	Déc. ¹	
Masse monétaire M1	704.0	58.4	623.2	722.0	820.1	863.1	22.6
M2 ²	881.9	67.1	879.6	1 059.6	1 270.3	1 423.1	61.4
<i>Dépôts bancaires</i>	745.5	72.4	759.5	918.0	1 087.4	1 287.2	72.7
Dépôts commerciaux à vue	286.0	85.1	226.0	278.5	302.3	362.9	26.9
Dépôts d'épargne à vue	193.5	35.7	173.2	192.7	196.7	200.4	3.6
Dépôts à terme	154.8	73.9	210.8	267.7	358.5	423.3	173.4
Certificats de dépôt	22.2	—	44.4	68.3	91.8	136.8	515.8
Autres	89.0	91.8	105.1	110.8	138.1	163.8	84.0
<i>Crédits bancaires³</i>	789.5	76.9	848.8	973.2	1 034.2	1 282.3	62.4
Banques publiques de dépôt	424.5	81.1	483.2	489.2	513.6	701.2	65.2
Agriculture	138.7	75.8	154.6	167.2	157.9	308.3	122.3
Petits artisans	37.2	61.7	41.1	50.1	54.0	60.8	63.4
Autres	248.6	87.6	287.5	271.9	301.7	332.1	33.6
8 grandes banques privées	334.7	69.9	331.7	438.4	470.3	515.0	53.9
Autres banques privées	13.0	103.1	15.7	23.2	29.8	43.6	235.4
Banques étrangères privées	17.3	108.4	18.2	22.3	20.5	22.5	30.1

1. Chiffres provisoires.

2. Y compris les certificats de dépôts.

3. Banques d'investissement non comprises.

Source : Banque centrale de Turquie.

Tableau 17. Crédits de la Banque centrale
Milliards de livres turques

	1980 Déc.	Variation en % Déc. 1980/1979	1981				Variation en % Déc. 1981/1980
			Mars	Juin	Sept.	Déc. ¹	
<i>Total des crédits</i>	655.2	71.4	680.5	749.3	787.2	837.2	27.8
<i>Secteur public</i>	437.5	59.5	465.7	498.5	532.6	540.7	23.6
Avances au Trésor à court terme	188.7	105.7	218.1	234.6	237.9	236.4	25.3
Administration des monopoles	35.7	27.3	35.7	51.5	49.6	57.0	59.7
Entreprises Economiques d'Etat (EEE)	142.6	50.6	139.2	139.9	172.5	170.2	19.4
Banque nationale d'investissement	38.5	3.0	38.5	38.4	38.4	38.4	0
Financement spécial	7.2	0	7.2	7.2	7.2	7.2	0
Financement de l'agriculture	23.0	58.6	25.0	24.9	24.9	24.9	8.2
Autres	1.8	n.d.	2.0	2.0	2.1	6.6	266.7
<i>Secteur privé</i>	217.7	101.9	214.8	250.8	254.6	296.5	36.2
Effets commerciaux	91.1	123.8	96.4	131.6	139.6	150.4	65.3
Effets du secteur agricole	1.9	72.7	1.9	2.5	2.9	2.6	36.8
Avances sur obligations	15.4	83.3	7.7	8.4	3.3	3.8	-75.3
Crédits spéciaux à l'exportation	5.8	159.1	6.9	11.1	19.0	18.5	219.6
Coopératives agricoles de vente	48.2	52.1	47.4	50.4	45.5	66.8	38.6
Coopératives agricoles de crédit	44.5	198.0	44.2	35.6	29.3	28.5	-36.0
Crédits à moyen terme	10.8	24.1	10.3	11.2	15.0	25.9	139.8

1. Chiffres provisoires.
Source : Banque centrale de Turquie.



Tableau 18. Taux d'intérêt
Pourcentages annuels

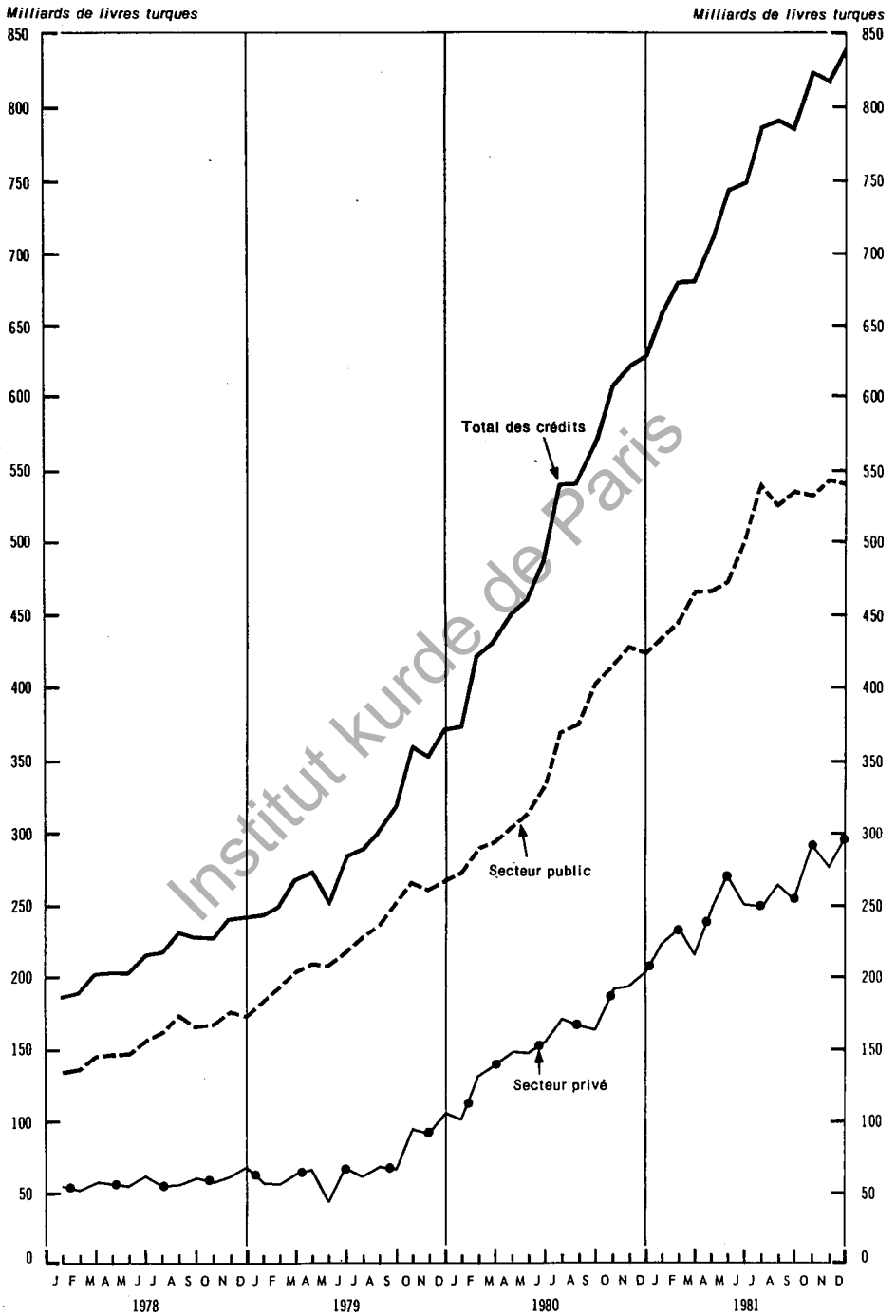
	1979	1980			1981				1982
	1.5.	1.3.	27.9.		1.1.	9.2.	9.7. ¹	1.11.	1.1.
<i>Taux de réescompte de la Banque centrale</i>									
Crédits à court terme : taux général	10.75	14.0	26.0	26.0	26.0	30.25	31.5	31.5	31.5
Agriculture									
Coopératives de crédit	11.5	13.5	13.5	19.5	19.5	19.5	19.5	20.0	18.0
Coopératives de vente	11.25	12.75	17.5	17.5	17.5	17.5	18.0	18.0	16.25
Petits commerçants et artisans	12.0	12.5	12.0	15.5	15.5	15.0	16.0	17.25	15.5
Industrie	10.4	12.75	25.0	25.0	25.0	29.25	30.5	30.5	30.5
Exportations	11.0	15.0	17.75	17.75	17.75	23.5	24.5	27.0	27.0
Crédits aux EEE pour achats de soutien							13.5 ²	13.5	13.5
Fonds de promotion des exportations								15.0 ³	15.0 ³
Crédits à moyen terme : taux général	14.0	15.0	26.0	26.0	26.0	30.25	31.5	31.5	31.5
Crédits à long terme : taux général	14.0	15.0	28.5	28.5	28.5	32.75	32.75	32.75	32.75
Avances sur or et obligations	13.0	14.25	14.25	15.75	15.75	17.0	22.0	22.0	22.0
<i>Banques commerciales⁴</i>									
Taux des prêts									
Crédits à court terme : taux général	16.0	21.0	32.0	32.0	32.0	36.0	36.0	36.0	36.0
Agriculture	14.0	16.0	16.0	20.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0
Exportations			22.0	22.0	22.0	27.0	22.5 ⁵	27.0	27.0
Crédits à moyen terme : taux général	20.0	22.0	33.0	33.0	33.0	38.0	38.0	38.0	38.0
Crédits à long terme : taux général			36.0	36.0	36.0	41.0	41.0	41.0	41.0
Taux des dépôts ⁷									
Taux d'épargne à vue	3.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Dépôts à terme :									
3 à 6 mois	8.0	8.0					45.0	45.0	45.0 ¹²
6 à 12 mois	12.0	12.0	15.0	15.0	32.0	42.0	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹
12 à 24 mois	20.0 ⁶	20.0 ⁶	33.0	33.0	40.0	50.0	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹
2 à 3 ans	22.0 ⁶	22.0 ⁶	34.0	34.0	40.0	50.0	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹
3 à 4 ans	24.0 ⁶	24.0 ⁶	35.0	35.0	40.0	50.0	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹
4 ans et plus	*	*	36.0	36.0	40.0	50.0	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹	50.0 ¹¹
Certificats de dépôts :									
6 mois			15.0	15.0	32.0	42.0	50.0	50.0	50.0
6 à 12 mois			33.0	33.0	40.0	50.0	50.0	50.0	50.0
12 à 24 mois			34.0	34.0	40.0	50.0	50.0	50.0	50.0

Obligations publiques¹									
Long terme	18.0	18.0	20.0	20.0	20.0	20.0	34.0	34.0	34.0
Court terme ¹⁰				28.0	28.0	28.0	32.0	32.0 ¹²	32.0 ¹³
Obligations privées									
Long terme	25.0	25.0	25.0	32.0	32.0	32.0	libre	libre	libre
Court terme	25.0	25.0	25.0	28.0	28.0	28.0	libre	libre	libre

1. Pour les taux de réescompte de la Banque centrale, la date effective est le 1^{er} mai 1981.
 2. A partir du 22 juillet 1981.
 3. A partir du 1^{er} octobre 1981. Pour les exportations vers les pays avec lesquels un accord a été conclu, le taux sera de 17 %.
 4. Depuis le 1^{er} juillet 1980, à la suite de la décision du Gouvernement de libérer les taux d'intérêts, les banques déterminent entre elles les taux des dépôts et des prêts.
 5. La majorité des banques ont réduit le taux d'intérêt applicable aux exportations en mai 1981, sans toutefois se mettre d'accord sur un taux commun.
 6. 10 à 15 points de plus pour les dépôts en devises effectués par les travailleurs.
 7. A partir du 1^{er} juillet 1980, 5 points de plus pour tous les dépôts en devises effectués par les travailleurs.
 8. A fixer entre la banque et le déposant.
 9. Exonérées d'impôt.
 10. A échéance de 6 mois.
 11. 42 % dans le cas de paiements d'intérêt mensuels.
 12. A partir du 15 janvier 1982, 25 % pour les dépôts à 1 mois et 35 % pour les dépôts à 2 mois.
 13. 30 % pour les obligations à échéance de 3 mois.
- Source : Banque centrale de Turquie.



Graphique 5. Crédits de la Banque centrale, par secteurs



Source : Banque centrale de Turquie.

fortement relevés (tableau 18) tandis que le coût des crédits destinés à l'agriculture et aux exportations était allégé grâce à des bonifications. On estime que le taux effectif pour l'emprunteur (compte tenu des taxes et commissions) d'un crédit type à moyen terme est passé de 33 % au premier trimestre de 1980 à 45½ % en juillet 1980 et à 51½ % depuis février 1981. Les taux des dépôts ont été également relevés, mais avec un certain décalage. Au départ, seuls les dépôts à terme d'une durée égale ou supérieure à un an ont bénéficié de taux d'intérêt plus élevés, mais en janvier 1981, face à la vive concurrence que leur opposaient les courtiers, les banques commerciales ont commencé à offrir des taux plus élevés sur les dépôts à terme de dix à douze mois, et, plus récemment, sur les dépôts d'une durée encore plus limitée. Au début de 1982, les taux moyens s'établissaient aux alentours de 50 %, soit un rendement net après impôt de 37½ %.

Le rythme de l'inflation se modérant progressivement, les taux d'intérêt réels sont devenus positifs, ce qui a eu pour effet d'encourager l'épargne, comme en témoigne l'évolution des dépôts auprès des banques commerciales dont le volume total s'est accru de 68 % en 1981. Mais alors que les dépôts à vue n'augmentaient que de 8 % (contre 62 % en 1980), les dépôts à terme progressaient de 170 % tandis que le volume des certificats de dépôt – nouvel instrument financier créé en 1980 – était pratiquement multiplié par cinq. Les dépôts à plus long terme représentaient 58 % des dépôts totaux en décembre 1981, contre 36 % en 1980.

La libération des taux d'intérêt a également contribué à réduire l'importance du marché monétaire non officiel sur lequel des courtiers et prêteurs privés, échappant aux taxes et aux réglementations, rémunéraient les dépôts à des taux nettement supérieurs à 100 %, payables mensuellement. Plusieurs de ces intermédiaires étaient des entreprises financièrement solides jouissant d'une bonne réputation; il y avait aussi les moins scrupuleux. A l'automne 1981, lorsque les autorités, condamnant les abus du système, ont annoncé leur intention de protéger les épargnants par une réglementation plus stricte, les courtiers ont été pris d'assaut et se sont rapidement trouvés dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs clients. Lorsque ce vent de panique a cessé de souffler, un certain nombre de petits courtiers avaient fait faillite. Dans l'intervalle, les réglementations applicables à ce secteur ont été durcies et seules les grandes maisons de courtage devraient pouvoir survivre, leurs opérations s'inscrivant dans les limites strictement définies qui leur interdisent, notamment, d'accepter des dépôts.

II. PROBLÈMES A MOYEN TERME

Objectifs de la politique économique

Il convient de rappeler que les graves problèmes économiques auxquels la Turquie a été récemment confrontée – récession, inflation rapide et un déficit de la balance des paiements que ne suffisent plus à financer les entrées de capitaux ordinaires – étaient, en fait, des manifestations d'un problème plus fondamental, qui tient à ce que la stratégie de développement économique n'avait pas été adaptée aux changements survenus dans l'économie mondiale depuis 1974. Avec un PNB par habitant d'environ 1 200 dollars des Etats-Unis et un chômage structurel élevé, la Turquie avait continué à donner une haute priorité à une croissance économique rapide en développant des industries tournées vers le marché intérieur mais sans prévoir les répercussions que cette politique allait avoir sur la balance extérieure. Il en est résulté une inflation rapide et des déficits sans cesse croissants de la balance des paiements.

Comme on l'a expliqué de façon assez détaillé, dans la première partie du présent rapport, la Turquie a finalement opté, en 1980, pour un programme de stabilisation dont la rigueur n'était tempérée que dans la mesure où des concours financiers extérieurs lui ont été fournis pour payer des importations essentielles et, en particulier, pour refinancer les très lourdes charges du service de sa dette extérieure.

Abstraction faite des mesures budgétaires et monétaires décrites ci-avant, la politique à moyen terme vise essentiellement à améliorer la productivité et l'utilisation des ressources en ouvrant davantage l'économie à l'influence des mécanismes du marché et en réduisant l'influence de l'État dans la prise de décisions micro-économiques. Afin de rétablir l'équilibre des paiements extérieurs, les exportations sont encouragées ainsi que les entrées de capitaux privés. Les principales caractéristiques de la politique à moyen terme sont les suivantes :

Productivité et utilisation des ressources

Parmi les premières mesures adoptées figurait la suppression quasi totale des contrôles de prix. Il a été décidé que les entreprises d'État, auparavant fortement subventionnées, ne bénéficieraient plus, sauf quelques exceptions, de subventions budgétaires ni de facilités de crédit de la Banque centrale pour financer leurs déficits d'exploitation. Le programme d'investissement public a été rationalisé et les projets non rentables abandonnés, cependant que les ressources disponibles étaient concentrées sur les projets viables en cours d'exécution. Il y a eu aussi, d'une manière générale, une redistribution des priorités au profit de l'agriculture, de l'énergie et des transports. Les autorités ont beaucoup favorisé la mobilisation de l'épargne financière en laissant les taux d'intérêt s'élever de façon à procurer un revenu positif aux investisseurs, compte tenu de l'inflation. Des lois ont été promulguées ou préparées récemment, réglementant les activités des intermédiaires financiers et créant un corps de comptables agréés, pour favoriser la mise en place d'un marché de capitaux plus efficace. Une réforme fiscale visant à moderniser la législation et l'administration fiscales ainsi qu'à accorder plus d'allègements à la base tout en augmentant le produit global de l'impôt, a été entreprise au cours de l'exercice 1981/82.

Balance des paiements

En outre, les autorités turques ont adopté une série de mesures destinées à réduire le déficit extérieur. Le taux de change de la livre turque a d'abord été sensiblement dévalué et, en fait, est maintenant flottant à un niveau qui correspond à peu près aux écarts de prix entre la Turquie et ses principaux partenaires commerciaux. En outre, un ensemble de mesures ont été prises en vue d'encourager les exportations; elles vont de la réduction des délais administratifs à l'accès préférentiel aux ressources en devises et aux crédits bonifiés, en passant par diverses incitations fiscales et aides à l'investissement. Pour attirer davantage de capitaux à risque et de savoir-faire étrangers, la réglementation des investissements étrangers a été assouplie et les demandes reçoivent désormais un traitement plus libéral, l'administration étant centralisée dans les services du Premier Ministre. De nouvelles mesures d'incitation en faveur de divers secteurs (mines, pétrole et tourisme) sont à l'étude.

Comme on l'a indiqué dans la première partie du présent rapport, la reprise de l'économie turque a été remarquable, notamment compte tenu de la date récente d'entrée en vigueur du programme. Les résultats obtenus jusqu'ici illustrent la pertinence des mesures adoptées et l'efficacité de leur application ainsi que la capacité d'adaptation du système économique. En admettant que les grandes orientations de la politique économique actuelle soient maintenues – notamment une régulation restrictive de la demande intérieure, une politique active des revenus et une dépréciation

progressive du taux de change ainsi que d'autres mesures visant à améliorer la compétitivité – on peut prévoir que la performance économique continuera de s'améliorer. Si, en outre, aucun choc supplémentaire ne vient affecter la balance des paiements, par suite d'une très forte détérioration des termes de l'échange, les autorités turques sont fondées à espérer que l'économie retrouvera un sentier de croissance viable dans un avenir pas trop éloigné.

Perspectives à moyen terme

Toutefois, il faut pouvoir établir le bien-fondé de la proposition énoncée ci-dessus et, en particulier, définir les principales hypothèses dans lesquelles on peut s'attendre à ce qu'elle se vérifie. A cet effet, le Secrétariat de l'OCDE s'est efforcé de tester les conséquences de taux de croissance économique différents pour deux variables fondamentales : l'emploi et la balance des paiements. Les projections ainsi réalisées portent sur la période se terminant en 1985.

L'analyse a nécessairement été, dans une large mesure, fondée sur les tendances et relations passées. Dans le cas de la Turquie, cela soulève deux problèmes. Les statistiques existantes sont très incomplètes et souvent d'une qualité inégale; les relations fondées sur ces statistiques n'offrent donc que des indications d'un intérêt limité sur l'évolution future probable. En outre, la structure de l'économie est en voie de mutation à cause, à la fois, des modifications sensibles survenues dans les prix relatifs au cours de la dernière décennie et des nouvelles mesures économiques mises en œuvre depuis le début de 1980. Dans ces conditions, les relations passées utilisées dans le présent document ont été légèrement corrigées et comportent, par conséquent, un élément arbitraire et subjectif.

Considérant l'évolution jusqu'en 1985, on a testé trois taux de croissance différents du PIB (4 %, 5.5 % et 7 %) afin d'en tirer les conséquences probables pour la balance des paiements et la situation de l'emploi. Dans les deux premiers scénarios (croissance faible et un peu plus forte), on a admis que la demande intérieure resterait soumise à des restrictions assez sévères; dans le cas de l'objectif de croissance élevé (7 %), on a supposé un certain assouplissement des politiques budgétaire et monétaire restrictives pour permettre le financement du niveau d'activité plus élevé, en même temps que l'application d'une politique des revenus (mesures fiscales et modération des salaires par exemple) visant à réduire l'inflation. On a postulé que la demande extérieure serait d'une égale vigueur dans les trois scénarios – expansion moyenne de 16 % en volume et de 23 % en valeur (dollars des Etats-Unis) au cours des cinq années. D'autres hypothèses importantes concernent l'élasticité des importations, estimée à 1.1; le coefficient marginal de capital, environ 4; la croissance démographique, 2.2 %; et le taux d'activité qui irait en diminuant. Il convient de souligner le caractère conjectural de ces projections dans la mesure où un modèle simple ne peut faire apparaître que de manière très imparfaite les évolutions possibles dans une situation dynamique, en particulier lorsqu'il s'agit d'un pays en développement qui dispose, certes, d'importantes réserves de productivité latentes mais qui souffre aussi de pénuries touchant les principaux facteurs de production, de l'imperfection des marchés et d'autres obstacles à la croissance.

Demande et allocation des ressources

Les conséquences des différents scénarios pour la balance extérieure et la création d'emplois seront examinées dans des sections séparées. En ce qui concerne la structure probable de la demande et la répartition des ressources entre la consommation, l'investissement et l'épargne, il faut souligner que, même une croissance de 4 % du PIB permettrait une expansion de 2.8 % en moyenne de la consommation privée, laquelle

correspondrait, toutefois, à une croissance réelle quasi nulle de la consommation par habitant (tableau 19). Mais le secteur des entreprises ne serait peut-être guère incité à investir et une large part des nouveaux investissements seraient, sans doute, réalisés dans le secteur public, ce qui serait, certes, justifié vu l'état du réseau de communications de la Turquie, sa situation énergétique et l'état de l'agriculture et des services sociaux, mais risquerait de poser des problèmes pour le budget de l'État. Un taux de croissance de cette ampleur n'exigerait, semble-t-il, qu'une progression relativement modérée du taux d'épargne, qui, de 20 % du PIB en 1981, pourrait passer à 22 %.

Par contre, le scénario de croissance semblerait appeler d'importants investissements nouveaux dans l'équipement productif y compris les infrastructures et, partant, un très fort taux annuel de croissance de l'épargne intérieure (13 %). Les tensions qui se développent dans l'économie, en ce qui concerne la formation et la répartition des revenus, les marchés de capitaux ainsi que le budget public, sont difficiles à estimer, mais pourraient bien se révéler incompatibles avec l'objectif de stabilité, si l'on peut tirer des enseignements à cet égard de l'expérience passée. Il faut également signaler que, s'il existe des capacités inemployées dans les industries manufacturières, l'équipement pourrait bien être obsolète dans les conditions actuelles de plus libre concurrence ; or, les nouveaux investissements en équipements ne deviendraient productifs qu'au bout d'un certain temps, de sorte qu'il paraît peu réaliste de compter pouvoir réaliser un taux de croissance du PIB de l'ordre de 7 % en moyenne entre 1980 et 1985.

Une croissance moyenne de 5 à 5,5 % du PIB semble être un scénario plus réaliste, à condition que la balance des paiements ne subisse plus de choc par le biais des termes de l'échange. Ce taux de croissance pourrait aller de pair avec une nette réduction du déficit extérieur en termes réels, une augmentation du taux d'épargne intérieur qui le porterait à 24 % en 1985 et une expansion de 7 % en moyenne du volume de l'investissement. Ce scénario permettrait, semble-t-il, aussi une augmentation de l'ordre de 3½ % de la consommation privée, taux légèrement supérieur au taux de croissance de la population.

Marché du travail

Le taux de croissance démographique de la Turquie a toujours été très élevé ; pour les 20 dernières années, il s'établit, en moyenne, à 2.5 % par an. Au cours des années 60, l'émigration vers les pays d'Europe occidentale ralentissait l'expansion de la population ; ces dernières années, la baisse des taux de fécondité a été plus ou moins équilibrée par celle des taux de mortalité. Ceux-ci, ayant à peu près atteint la moyenne des taux européens, ne vont sans doute plus baisser sensiblement, tandis que les taux de fécondité continueront probablement à fléchir. Ce n'est, toutefois, qu'au bout de 15 à 20 ans que le ralentissement prévu de la croissance démographique retentirait sur le marché du travail. Entre-temps, la population d'âge actif va, sans doute, augmenter de 900 000 personnes par an environ (et la population active de près d'un demi-million de personnes) alors que, dans les années 70, 200 000 nouveaux emplois ont été créés en moyenne chaque année. Le taux de chômage⁵ est passé de quelque 5 % en 1970 à 11 % en 1980. Il aurait progressé encore davantage sans une reprise de l'émigration des travailleurs (principalement vers le Moyen-Orient) et sans la baisse du taux d'activité qui, de 73 %, est tombé à environ 65 % (tableaux 21 et 22).

Selon la série d'hypothèses données ci-dessus, et dans le cas d'une croissance du PIB de 4 % l'an jusqu'en 1985, le taux de chômage monterait aux alentours de 17,5 %. Même dans le scénario de croissance moyenne, le taux de chômage représenterait

5. Nombre de chômeurs en pourcentage de la population active civile totale. Ces chiffres ne sont que des approximations étant donné l'absence de statistiques fiables du marché de l'emploi en Turquie.

Tableau 19. Utilisation du produit national
Taux de croissance annuel moyen, %

	1970-1975	1975-1980	1980-1985		
			I	II	III
PNB	8.8	3.1	3.9	5.3	6.5
Déficit extérieur	16.1	4.4	-23.3	-9.9	0.5
Total des ressources disponibles	9.1	3.2	2.8	4.5	6.4
Investissement	13.1	3.4	2.8	6.9	10.7
Public	10.3	3.9	4.3	7.4	11.0
Privé	12.8	-0.5	3.5	9.7	14.9
Variation des stocks	28.3	11.8	-2.6	-0.7	1.1
Consommation	8.0	3.1	3.1	3.8	5.0
Public	8.4	2.8	5.0	5.6	6.5
Privé	7.8	3.2	2.8	3.5	4.7
Épargne intérieure	12.3	3.1	6.8	10.0	13.1
	1975	1980	1985		
<i>Pour mémoire :</i>					
Taux d'épargne intérieure	19.0	19.0	21.8	23.9	25.4

Sources : Office national de planification et estimations du Secrétariat.

Tableau 20. Production (PIB)
Prix de 1976, milliards de livres turques

	1970	1975	1980	1985		
				I	II	III
Agriculture	132.1	163.9	186.9	211.5	216.7	222.0
Industrie	66.3	104.0	120.3	155.8	182.8	201.0
Industries extractives	4.5	7.0	10.0	14.4	16.1	17.6
Industries manufacturières	57.2	89.1	97.8	123.5	146.6	161.4
Énergie	4.6	7.9	12.5	17.9	20.1	23.0
Construction	22.7	28.5	35.7	42.4	44.5	47.8
Transports	31.8	49.9	54.9	71.8	75.2	84.5
Commerce	43.1	74.0	82.7	100.6	110.7	121.5
Logement	15.6	20.5	27.1	35.4	36.0	36.4
Autres	77.0	107.3	136.0	165.5	174.1	188.8
Total	388.6	548.1	643.6	783.0	840.0	903.0
	1970-1975	1975-1980	1980-1985			
<i>Taux de croissance annuel moyen, % :</i>						
Agriculture		4.4	2.7	2.5	3.0	3.5
Industrie		9.4	3.0	5.3	8.7	10.9
Industries extractives		9.2	7.4	7.5	10.0	12.0
Industries manufacturières		9.3	1.9	4.8	8.5	10.5
Énergie		11.4	9.6	7.5	10.0	13.0
Construction		4.7	4.6	3.5	4.5	6.0
Transports		9.4	1.9	5.5	6.5	9.0
Commerce		11.4	2.2	4.0	6.0	8.0
Logement		5.6	5.7	5.5	5.9	6.0
Autres		6.9	4.9	4.0	5.1	6.8
Total		7.1	3.3	4.0	5.5	7.0

Sources : Office national de planification et estimations du Secrétariat.

Tableau 21. Population active
1 000

	1970	1975	1980	1985		
				I	II	III
Population totale	35 605	40 348	45 218	50 460	50 460	50 460
Population d'âge actif (15 ans ou plus)	20 727	24 228	27 140	31 760	31 760	31 760
Taux d'activité, %	72.7	68.4	65.3	62.8	62.8	62.8
Population active totale	15 074	16 570	17 710	19 950	19 950	19 950
dont : forces armées	530	530	530	530	530	530
Population active civile	14 544	16 040	17 180	19 420	19 420	19 420
Emploi	13 820	14 698	15 310	16 010	16 270	16 830
Chômage	724	1 342	1 860	3 410	3 150	2 590
Taux de chômage (en pourcentage de la population active civile)	5.0	8.4	10.8	17.6	16.2	13.3
<i>Pour mémoire :</i>						
Effectifs sous-employés dans l'agriculture	1 100	900	700	530	530	530
	1970-1975		1975-1980	1980-1985		
<i>Taux de croissance annuel moyen, % :</i>						
Population totale		2.5	2.3	2.2	2.2	2.2
Population d'âge actif		3.2	2.3	3.2	3.2	3.2
Population active totale		1.9	1.3	2.4	2.4	2.4
Population active civile		2.0	1.4	2.5	2.5	2.5
Emploi		1.2	0.8	0.9	1.2	1.9
Chômage		13.1	5.6	12.9	11.1	6.8

Sources : Office national de planification et estimations du Secrétariat.

toujours 16 % de la population active en 1985. Seuls les taux de croissance du PIB supérieurs à 7 % par an réduiraient probablement le chômage⁶. Cela crée naturellement un grave dilemme pour les responsables de la politique économique car, on le verra plus loin, les impératifs de la balance des paiements et la nécessité de restaurer l'équilibre intérieur semblent interdire à moyen terme des taux de croissance pouvant réduire sensiblement le chômage.

Balance des paiements

Chacun des trois scénarios de croissance s'assortit évidemment d'une évolution distinctive de la balance des paiements à moyen terme. Toutefois, on a posé comme hypothèse de travail que l'accroissement des exportations et le niveau des recettes invisibles seraient identiques dans les trois cas. Le volume de ces deux postes est, pour une large part, lié à la politique économique et dépend fortement de la politique du taux de change et d'autres mesures visant à encourager les exportations – ainsi que de restrictions appropriées de la demande intérieure. La Turquie a des liens commerciaux étroits avec les pays de l'OCDE et a pu, de surcroît, accroître ses parts de marché, très

6. Ce que l'on peut aussi illustrer de la façon suivante : pour permettre un accroissement de 3 % de l'emploi (c'est-à-dire pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail estimés à 450 000) il faudrait que le PIB croisse d'environ 7 %, compte tenu d'une croissance moyenne de la productivité de 3 à 4 %.

Tableau 22. **Emploi¹**
1 000

	1970	1975	1980
Agriculture	8 506	8 663	8 820
Industrie	1 397	1 691	1 802
Industries extractives	89	108	118
Industries manufacturières	1 258	1 507	1 584
Energie	50	76	100
Construction	429	501	583
Transports	336	451	501
Commerce	458	600	641
Autres	1 594	1 892	2 263
Total	12 720	13 798	14 610
		1970-1975	1975-1980
<i>Taux de croissance annuel moyen,</i>			
% :			
Agriculture		0.4	0.4
Industrie		3.9	1.3
Industries extractives		3.9	1.8
Industries manufacturières		3.7	1.0
Energie		8.7	5.6
Construction		3.2	3.1
Transports		6.1	2.1
Commerce		5.5	1.3
Autres		3.5	3.6
Total		1.6	1.2
1. Effectifs sous-employés dans l'agriculture non compris. Source : Office national de planification.			

faibles auparavant, dans les pays du Moyen-Orient. Ses exportations vers ces nouveaux marchés consistant principalement en produits alimentaires et biens de consommation de première nécessité, matériel de transport et matériaux de construction, elles ont probablement de plus grandes chances de continuer d'augmenter que la moyenne de ses autres exportations⁷. De fait, la Turquie aurait peut-être tout intérêt à attirer un volume accru d'investissements des pays du Golfe dans son industrie et son commerce, de façon à renforcer ses relations commerciales avec ceux-ci.

Les recettes invisibles paraissent devoir augmenter modérément par rapport au niveau élevé auquel elles se situent actuellement, sous l'impulsion surtout des envois de fonds des travailleurs émigrés, mais aussi des rapatriements de bénéfices liés à l'exécution de contrats d'ingénierie dans des pays du Moyen-Orient et de l'accroissement des recettes nettes du tourisme. Il va sans dire que ces hypothèses ne seront valables que si les exportations de biens et de services de la Turquie demeurent compétitives et, en ce qui concerne les envois de fonds de travailleurs émigrés, si les politiques économiques des autorités turques continuent d'inspirer une forte confiance.

7. On a retenu dans le modèle l'hypothèse d'un accroissement annuel moyen de 23 % des exportations; ce chiffre peut certes paraître élevé, compte tenu de l'évolution passée, mais le taux d'accroissement a avoisiné 60 % en 1981 et devrait, selon les prévisions, atteindre quelque 25 % en 1982; pour les trois années suivantes, le taux moyen d'accroissement n'aura donc pas besoin d'être supérieur à 12 % par an.

Dans le cas des importations, on a supposé une élasticité de 1,1, hypothèse quelque peu arbitraire puisque, dans le passé, aucune relation stable entre la demande d'importations et la production n'a pu être observée. La Turquie n'est pas un gros consommateur de pétrole et, en dépit de son programme d'économies d'énergie, la croissance de ses importations de pétrole pourrait être plus rapide que celle de la production, contrairement à ce qui se produit dans les autres pays de l'OCDE. Selon le scénario prévoyant un taux de croissance du PIB de 4 %, le déficit de la balance commerciale et celui de la balance des opérations courantes diminueraient donc assez vite, le second n'atteignant plus que 500 millions de dollars en 1985 (au lieu de 3 milliards en 1980). Il est vrai que les remboursements d'emprunts extérieurs auront substantiellement augmenté en 1985 du fait de l'expiration des délais de franchise accordés dans le cadre du rééchelonnement des échéances opéré en 1980, mais le déficit de 1.7 milliard de dollars de la balance globale ne devrait pas être trop difficile à financer, même si l'aide publique étrangère était considérablement réduite (tableau 23).

Tableau 23. **Projections relatives à la balance des paiements**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1980	1985		
		I	II	III
<i>Balance commerciale</i>	-4 999	-4 500	-5 450	-6 200
Exportations	7 909	12 700	13 650	14 400
Importations	2 910	8 200	8 200	8 200
<i>Balance des opérations invisibles</i>	1 808	4 000	3 900	3 750
Paiements d'intérêts ¹	-668	-1 600	-1 700	-1 850
Envoi de fonds des travailleurs émigrés	2 071	3 800	3 800	3 800
Tourisme, net	212	600	600	600
Autres opérations invisibles, nettes	193	1 200	1 200	1 200
<i>Balance courante</i>	-3 191	-500	-1 550	-2 450
<i>Balance des opérations en capital</i>	1 855	-850	-850	-850
Versements au titre de crédits-projets et de crédits-programme	2 300	400	400	400
Investissements directs ²	131	700	700	700
Amortissement de la dette ¹	-576	-1 950	-1 950	-1 950
<i>Balance globale</i>	-1 336	-1 350	-2 400	-3 300
<i>Utilisation nette des ressources du FMI³</i>	461	-300	-300	-300
<i>Déficit</i>	-875	-1 650	-2 700	-3 600

1. Après allègement de la dette.

2. Y compris les importations bénéficiant de dérogations.

3. Tirages nets dans le cadre de l'accord de confirmation conclu en 1980 pour une durée de trois ans.

Par contre, le scénario de croissance forte semblerait devoir conduire en 1985 à un déficit non supportable (2.5 milliards de dollars) de la balance des opérations courantes et à un besoin de financement extérieur global encore plus élevé (3.6 milliards de dollars). Bien que ces estimations reposent sur toute une série d'hypothèses et ne doivent donc pas être considérées comme l'image exacte du résultat d'un scénario de croissance forte en Turquie pour la balance des paiements de ce pays, le risque d'erreur sur le déficit

de la balance des opérations courantes inhérent au modèle est plutôt celui d'une sous-estimation que son contraire ; l'hypothèse selon laquelle le taux de croissance des exportations et la propension à importer ne seraient pas défavorablement influencés par une assez forte croissance de la demande intérieure est probablement trop optimiste. En outre, la facture pétrolière demeure un élément crucial.

Le scénario prévoyant un taux de croissance de 5½ % ramènerait, sans doute, en 1985 le déficit de la balance des opérations courantes à 1.6 milliard de dollars et celui de la balance globale à 2.7 milliards de dollars, montant qui ne soulèverait pas de difficultés insurmontables. En l'absence de la lourde charge représentée par les paiements d'intérêts au titre de la dette extérieure (1.7 milliard de dollars), le déficit de la balance des opérations courantes pourrait pratiquement disparaître en 1985. Il convient de ne pas dramatiser l'importance de l'accroissement des remboursements de principal (qui, à partir de 1985, atteindraient environ 2 milliards de dollars, contre à peu près 600 millions en 1981), car il faut s'attendre à une amélioration de la réputation de la Turquie en tant qu'emprunteur international, ce qui lui permettra d'assurer le refinancement du service de sa dette extérieure, momentanément élevé.

En conclusion, on peut, sans doute, dire que, si les politiques économiques actuelles sont maintenues et si les exportations de biens et services continuent d'augmenter rapidement (et à condition aussi que les termes de l'échange ne se dégradent pas de façon notable pour la Turquie), la balance des paiements devrait s'améliorer de façon prononcée à moyen terme dans le cadre du scénario de croissance faible, et dans des proportions nettement moindres mais encore sensibles dans celui du scénario de croissance moyenne. L'on pourrait encore poursuivre les spéculations et chercher à déterminer si la croissance économique sera plus proche de 4 % par an que de 5.5 %, ou l'inverse. Une conclusion semble, toutefois, s'assortir d'un degré de certitude raisonnable : à l'intérieur de cette fourchette, la balance des opérations courantes s'améliorera, sans doute suffisamment pour permettre à la Turquie d'être de moins en moins tributaire de l'aide publique étrangère et de compter davantage sur des importations de capitaux privés pour le financement de son déficit extérieur.

A cet égard, il n'est pas sans intérêt de noter que, même si le service de la dette doit augmenter fortement à partir de 1985, du fait de l'expiration des délais de franchise et du fait du niveau record des paiements d'intérêts, le rapport du service de la dette de la Turquie à ses exportations de biens et services, augmentées des envois de fonds de travailleurs émigrés, ne devrait guère, cette année-là, dépasser 27 %, chiffre qui n'a rien d'excessif si l'on en juge par la situation des autres pays. Ce rapport se trouverait même quelque peu réduit si les taux d'intérêt des europrêts, qui se situent actuellement à un niveau élevé, se mettaient à diminuer. Mais, ici, encore, il faut souligner la fragilité de ces calculs. En 1981 déjà (et ce sera peut-être aussi le cas pour l'année en cours) les résultats à l'exportation se sont révélés meilleurs que l'hypothèse que l'on avait retenue dans le scénario précité. La croissance économique doit découler d'une gestion économique saine conduisant à une réduction de l'inflation et à des résultats satisfaisants en matière de balance des paiements ; elle ne peut donc être un objectif en soi pour une économie qui, comme celle de la Turquie, est tributaire des importations de capitaux étrangers et de l'accroissement du volume des échanges internationaux.

III. PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le programme de stabilisation et de redressement économique adopté par la Turquie en janvier 1980, et progressivement amélioré depuis, a obtenu des résultats remarquables : le jeu plus libre des forces du marché a conduit à une meilleure utilisation des ressources ; les exportations ont progressé de quelque 60 % et le taux

d'inflation est tombé d'environ 100 % en moyenne annuelle à moins de 40 %. Il subsiste néanmoins des problèmes; le taux d'inflation et le déficit de la balance des paiements courants restent élevés, de sorte que les mesures visant à freiner la hausse des prix et à contenir l'expansion de la demande intérieure dans les limites fixées par la balance des paiements devront être poursuivies. Étant donné que le taux d'inflation était tombé à moins de 30 % vers la fin de 1981, l'objectif officiel d'un taux moyen de 25 % pour 1982 semblerait assez modeste et l'on devrait s'employer à faire mieux – d'autant que les autorités turques peuvent exercer une influence relativement forte sur l'évolution des prix à travers la politique des prix agricoles, la fixation des salaires au niveau central et la mobilisation des réserves de productivité latentes, notamment dans l'important secteur des entreprises d'État.

Comme on l'a vu à la Partie II, le rétablissement d'une position viable de la balance des paiements – qui doit rester l'un des tout premiers objectifs de la politique turque – pourrait permettre un taux annuel de croissance de l'activité de l'ordre de 4 à 5½ %, ce qui ne suffira peut-être pas à réduire le chômage. On ne saurait, cependant, trop souligner les incertitudes qui entourent toute projection de ce genre. Par ailleurs, l'importance de la contrainte que la balance des paiements fera peser sur l'expansion de la demande intérieure dépendra largement du cadre général de la politique économique. L'amélioration des résultats de l'économie ne pourra être obtenue que si les politiques budgétaire et monétaire de régulation de la demande sont complétées par un ensemble cohérent de mesures visant à résoudre les problèmes fondamentaux de la Turquie sur le double plan du développement et des structures.

On ne peut que suggérer les grands axes de la politique à suivre pour remédier à cet état de choses, dans la mesure où les modifications requises devront s'opérer au cœur même des institutions et affecteront profondément les comportements et les conditions de vie de la population. On notera que la nouvelle politique économique suivie depuis janvier 1980 constitue un pas important dans la bonne direction. Grâce au programme économique du gouvernement, l'économie turque est davantage tournée vers l'extérieur et plus concurrentielle qu'elle ne l'a jamais été dans le passé récent. Le système fiscal a été réformé, les taux d'intérêt intérieurs et la plupart des prix ont été libérés, des efforts sont faits pour améliorer la gestion et les résultats des entreprises d'État, et les investissements publics sont orientés en priorité vers des réalisations d'infrastructure économique et sociale plutôt que vers des projets de prestige : ce sont là quelques-uns des principaux changements opérés au cours des deux dernières années.

Les problèmes qui doivent être traités sans tarder dans une perspective à moyen terme peuvent être groupés sous les rubriques suivantes : structure de la production, emploi, échanges et paiements extérieurs, et, plus généralement, renforcement des forces du marché.

Structure de la production

Plus de la moitié des 45 millions d'habitants de la Turquie vivent dans des zones rurales, souvent éloignées de tout. Le revenu par habitant est faible, en raison de la dimension réduite des exploitations et de la productivité médiocre de l'agriculture, due au caractère primitif des méthodes de culture. Bien que la Turquie suffise, généralement, à ses besoins alimentaires et exporte traditionnellement du blé, du coton, du tabac et des fruits, la production de volaille et de bétail est relativement peu importante et des pénuries de denrées de base se produisent de temps à autre. Les vingt dernières années ont été marquées par un mouvement massif de migration vers les villes où la population espérait trouver des revenus plus élevés et de meilleures possibilités d'emploi, et cet exode rural a été à l'origine de problèmes familiaux liés à la rapidité excessive de l'urbanisation. Ce mouvement ne pouvant se poursuivre beaucoup plus longtemps pour un certain nombre de raisons, il est urgent que la politique de développement se donne

pour objectif d'accroître la production et la productivité agricoles, de favoriser la diversification de ce secteur (notamment en accroissant la production de bétail, de fruits frais et de légumes), et de promouvoir des industries et des services locaux afin d'améliorer le niveau des revenus et de créer des marchés plus dynamiques dans les régions rurales. Avec un secteur agricole plus développé, on pourrait raisonnablement voir la Turquie devenir exportateur net de produits alimentaires, en particulier vers les marchés du Moyen-Orient. Mis à part des investissements d'infrastructure, il faut pour cela modifier l'orientation de la politique économique, de manière à encourager l'initiative locale, notamment celle du secteur privé; nous reviendrons sur ce point dans les remarques présentées plus loin sous le titre «Renforcement des forces du marché».

L'absence relative de ressources énergétiques intérieures en exploitation, conjuguée au coût élevé des importations d'énergie, constitue une grave contrainte pour une croissance économique durable à moyen terme. Dans l'avenir proche, le renforcement des efforts, en vue d'économiser l'énergie, et la capacité supplémentaire de production d'électricité, liée à l'entrée en activité de centrales hydro-électriques et au lignite, amélioreront, dans une certaine mesure, la situation du point de vue de l'offre d'énergie. La capacité de production d'électricité risque, cependant, de redevenir insuffisante si le développement du secteur énergétique n'est pas correctement planifié. La situation est compliquée par le fait que, d'une part, la mise en valeur des ressources énergétiques relativement abondantes de la Turquie absorbera une part importante de l'épargne intérieure, et que, d'autre part, des importations supplémentaires de pétrole imposeront une nouvelle charge sur la balance des paiements. Il faudrait donc, semble-t-il, en priorité mettre au point et adopter un plan énergétique national réaliste, mettant fortement l'accent sur les économies d'énergie.

Emploi

Le niveau élevé et peut-être croissant du chômage constitue évidemment un problème majeur, même dans la situation particulière de la Turquie où la conception patriarcale de la famille a permis d'atténuer, dans une certaine mesure, les conséquences économiques et sociales négatives du chômage de longue durée. Par ailleurs, en mettant l'accent sur l'instauration d'une économie plus efficiente, tournée vers l'extérieur, on risque de se heurter à de graves goulets d'étranglement au niveau de l'offre de main-d'œuvre qualifiée. Il serait donc, semble-t-il, nécessaire que les autorités revoient leurs conceptions de l'enseignement et du marché du travail, dans le cadre d'une stratégie économique d'ensemble.

Il existe, on l'a déjà vu, un besoin évident de diversifier et d'intensifier la production agricole, en mettant davantage l'accent sur les produits du bétail, les fruits et légumes, et les activités de conditionnement et de commercialisation, aussi bien pour approvisionner le marché intérieur en expansion rapide que pour livrer des marchés étrangers. L'agriculture au sens large pourrait ainsi employer une main-d'œuvre beaucoup plus nombreuse que dans le passé. La même hypothèse vaut pour l'industrie du tourisme et les industries manufacturières. Une large part de la production industrielle est assurée par des petites et moyennes entreprises, lesquelles utilisent généralement une plus forte proportion de main-d'œuvre que les entreprises de grandes dimensions. Or, ces entreprises ont été touchées de façon particulièrement sévère par la récession et il est nécessaire de leur donner des chances de s'adapter pour qu'elles puissent conserver et accroître leurs parts de marché, et par-là même offrir des emplois supplémentaires. Il est nécessaire de renforcer les programmes visant à promouvoir les petites et moyennes entreprises, éventuellement en les faisant bénéficier d'incitations fiscales, en leur offrant des services spéciaux de conseils et en créant des zones industrielles. La mise au point

d'un programme coordonné pour ce secteur inciterait, peut-être, aussi les travailleurs turcs émigrés à orienter une plus large fraction de leur épargne vers des investissements productifs.

Chaque année, quelque 300 000 adolescents quittent l'enseignement secondaire et ne poursuivent pas leurs études en université. L'enseignement qu'ils ont reçu et leur talent risquent d'être gaspillés compte tenu des perspectives actuelles du marché du travail, alors que, dans le même temps, l'économie a gravement besoin, du fait de son expansion, de cadres moyens et d'ingénieurs pour lesquels il n'existe pas de facilités de formation suffisantes. Un autre aspect à prendre en considération est la nécessité d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre. A l'heure actuelle, l'absence de système national adéquat d'assurance contre le chômage et le niveau élevé des indemnités de licenciement calculées en fonction de la durée de l'emploi découragent la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs et tendent ainsi à aggraver les pénuries de certaines catégories de main-d'œuvre.

Échanges et paiements extérieurs

La Turquie n'a guère d'autre choix que d'améliorer ses résultats à l'exportation et de mettre au point des mesures non discriminatoires permettant de contrôler la progression des importations tout en évitant des pénuries des approvisionnements et l'apparition de structures monopolistiques sur le marché intérieur. La libéralisation des importations devrait être résolument poursuivie, afin d'exposer, progressivement, les entreprises locales à une concurrence accrue, et la valeur extérieure de la livre turque devrait continuer d'être ajustée en fonction de la nécessité de préserver la compétitivité. Il paraît souhaitable de réduire l'importance des aides publiques diverses à l'exportation (crédits, allègements fiscaux, droits préférentiels, etc.) à la fois dans l'intérêt des exportateurs, qui seraient ainsi moins tributaires de formalités et de retards administratifs, et pour mieux respecter les règles du commerce international. Il ne faut pas oublier que les succès actuellement enregistrés dans le domaine des exportations sont essentiellement fondés sur la vente de produits agricoles et de produits industriels relativement peu élaborés : les perspectives d'avenir seront d'autant plus favorables que l'on sera plus rapidement parvenu à élargir la stratégie d'exportation de manière à développer les ventes de produits de haute qualité, et que l'on aura mis au point des organisations de commercialisation efficaces.

Le potentiel touristique de la Turquie reste largement inexploité malgré les déclarations d'intention des autorités. Les raisons en sont diverses. Outre la capacité insuffisante d'hébergement, il semble que les attitudes locales et la rigidité des institutions (tant privées que publiques) aient contrarié le développement du tourisme étranger. Le tourisme devrait être considéré comme une industrie de service disposant d'un vaste potentiel, et devrait recevoir les moyens administratifs et physiques de se développer. Une rapide expansion de l'industrie touristique pourrait grandement contribuer à réduire le problème du chômage et à atténuer les pénuries de devises.

Afin de renforcer le compte des opérations en capital de la balance des paiements – et d'élargir le potentiel d'expansion – il sera, non seulement, nécessaire d'accroître le volume des crédits commerciaux, mais il faudra encore attirer des investissements directs étrangers plus nombreux. La réforme récente de la législation sur les investissements étrangers et des pratiques administratives constitue un début prometteur. Que les investisseurs étrangers montrent encore quelque réticence à risquer leurs capitaux en Turquie n'est peut-être pas surprenant ; mais une fois que la confiance aura commencé de se rétablir plus largement – ce qui pourrait se produire dans un avenir pas trop éloigné – la Turquie devra veiller à ce que les incitations, les infrastructures et le climat général des affaires soient effectivement attrayants pour les investisseurs étrangers.

Renforcement des forces du marché

L'importance attachée au renforcement des forces du marché et de la concurrence n'est pas simplement inspirée par une doctrine à la mode, mais par la nécessité d'accroître l'efficacité du système économique. La suppression en Turquie, de nombreuses formes d'intervention de l'État dans l'économie – telles que l'encadrement général des prix et des taux d'intérêt – et l'ajustement du taux de change jusque-là surévalué ont rapidement et clairement mis en lumière les avantages d'une politique qui table sur la concurrence et sur des incitations économiques pour encourager l'ensemble de la population à participer plus efficacement à la vie économique du pays. Du fait de l'étendue de son territoire, de son manque d'infrastructure, du caractère arriéré de son agriculture et de la dimension limitée de son secteur industriel, la Turquie souffre peut-être plus que tout autre pays de l'OCDE de l'imperfection des marchés. Un tel environnement fait qu'il est également difficile de satisfaire aux normes minimales de qualité qui sont particulièrement essentielles lorsque l'on produit pour l'exportation. Il importera donc d'encourager des formes concurrentielles de commercialisation des biens et services dans l'ensemble du pays. Il sera parallèlement essentiel d'améliorer l'infrastructure des communications, indispensable au développement des formes modernes du commerce.

La forme d'organisation la mieux adaptée pour assurer une commercialisation efficace dépend très largement des circonstances. Les coopératives peuvent être bénéfiques pour les consommateurs, les petites entreprises industrielles et les petits exploitants agricoles, dans la mesure où elles élargissent leur pouvoir de commercialisation et brisent ainsi les monopoles des gros négociants privés. Mais pour être efficaces par rapport à leur coût, il faut qu'elles affrontent la concurrence du marché.

Les entreprises d'État ont joué un rôle essentiel en faisant, pendant fort longtemps, une œuvre de pionnier dans les domaines de l'industrialisation, des relations professionnelles et des services aux consommateurs, mais en raison de leur mode de gestion dépassé et de la façon dont est conçue leur organisation, elles sont devenues une lourde charge financière pour l'État, tandis que leur manque de rentabilité contribuait à l'inflation intérieure et entraînait un important gaspillage de ressources. Elles continueront probablement de jouer un rôle important dans l'économie, mais leur gestion doit être améliorée. Les réformes entreprises dans ce secteur doivent être rapidement menées à bonne fin, ne serait-ce que parce que l'important volume de capitaux que les entreprises économiques d'État absorbent sous forme de crédits d'investissement et de subvention de l'État pèse lourdement sur la capacité limitée d'épargne du pays.

Les mesures de stabilisation appliquées au cours des deux dernières années ont permis de réduire l'inflation et le déficit de la balance des paiements, et certains signes indiquent une amélioration de la réputation internationale de solvabilité de la Turquie. Si ces mesures étaient complétées par des actions effectives à moyen terme dans les différentes directions que nous venons d'évoquer, la Turquie devrait, semble-t-il, pouvoir émerger dans un avenir relativement proche de sa longue crise économique.



Institut kurde de Paris

Annexe

CHRONOLOGIQUE ÉCONOMIQUE

1981

Janvier

Le régime applicable aux importations en 1981 autorise un montant total d'importations de 9 milliards de dollars des Etats-Unis, réparti comme suit : biens d'équipement 2 milliards de dollars ; biens intermédiaires et matières premières 6.75 milliards de dollars ; biens de consommation 0.25 milliard de dollars. Libéralisation accrue des importations avec la suppression de la liste des produits contingentés, l'élargissement des listes de produits libérés et la réduction du montant des dépôts préalables à l'importation.

Dépôts préalables

	Anciens	Nouveaux
	taux	taux
	Pourcentages	
<i>Liste I des produits libérés</i>		
Importateurs	30	20
Industriels	15	10
<i>Liste II des produits libérés</i>		
Importateurs	20	20
Industriels	10	10

Relèvement du prix de soutien du blé qui est porté à 14.50 livres turques le kilo, contre 10 livres turques en juin 1980.

Dévaluation de la livre turque par rapport au dollar des Etats-Unis. La nouvelle parité est de 91.90 livres turques pour 1 dollar (89.25 livres turques antérieurement).

Février

Dévaluation de la livre turque par rapport au dollar des Etats-Unis. La nouvelle parité est de 95.95 livres turques pour 1 dollar (91.90 livres turques antérieurement).

Création du « Conseil supérieur de coordination des affaires économiques », présidé par le Premier Ministre et composé des deux Vice-Premier Ministres et des Ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce, de l'Agriculture et des Forêts, de l'Industrie et de la Technologie, de l'Énergie.

Relèvement de 4 points en moyenne des taux de réescompte de la Banque centrale (tableau 18).

Publication d'un nouveau décret concernant l'encouragement et l'orientation des investissements et la mise en œuvre de mesures d'incitation dans ce domaine : exemptions de droits de douane, exonérations fiscales, attributions de devises pour les investissements et les exportations, etc.

Le prix de soutien du tabac de la région de la mer Egée est fixé à 180 livres turques le kilo (+ 38.5 %).

Approbation du budget pour l'exercice 1981-82 : le montant global des crédits est fixé à 1 560 milliards de livres turques.

Mars

Relèvement de 75-100 % des indemnités de chauffage versées aux membres de la fonction publique.

Suppression des restrictions imposées en avril 1980 à la vente à crédit de biens de consommation durables.

Le prix de soutien du tabac de la région de la mer Noire est fixé à 197 livres turques, soit une augmentation de 12 %.

Avril

La Cour suprême d'arbitrage fixe les critères applicables aux relèvements de salaires : les salaires des travailleurs couverts par des conventions collectives venues à expiration en 1979 sont relevés de 170 % (brut). Dans le cas des conventions venues à expiration en 1980, le relèvement est de 80 %.

Le salaire minimum journalier est porté de 160 livres turques à 287 livres turques dans le secteur agricole, et de 180 à 300 livres turques dans les autres secteurs.

Annnonce d'un nouveau système de crédits à l'exportation : simplification des formalités et suppression des plafonds fixés aux emprunts auprès de la Banque centrale et des banques commerciales.

Révision du système de ristournes d'impôt à l'exportation. Pour les exportations d'un montant supérieur à 4 millions de dollars des États-Unis par an, les taux des ristournes sont relevés de 5 points, et pour les exportations de plus de 15 millions de dollars, de 10 points. Les ristournes varient maintenant entre 5 et 20 % du montant de l'impôt.

Dévaluation de 2.7 % de la livre turque par rapport au dollar des États-Unis, la nouvelle parité est de 98.20 livres turques pour 1 dollar.

Les chefs d'entreprises turcs ayant obtenu des marchés à l'étranger sont autorisés à conserver 20 % des recettes en devises rapatriées, contre 10 % antérieurement. Les banques sont autorisées à accorder des crédits en devises à court terme aux chefs d'entreprises turcs ayant obtenu des marchés dans des pays étrangers.

Mai

Annnonce de relèvements de prix : de 13-17 % pour l'essence, de 8-38 % pour le sucre, de 40-50 % pour les cigarettes, de 33-54 % pour le charbon. Le prix de soutien du thé est fixé à 41 livres turques (+ 64 %).

La Banque centrale est habilitée à fixer quotidiennement la parité de la livre turque.

Relèvement marginal des taux de réescompte de la Banque centrale (tableau 18).

Les banques sont autorisées à incorporer des avoirs en devises dans leurs réserves légales.

Suppression de la taxe de péréquation budgétaire de 3 % sur les bénéfices des sociétés. Les taux d'imposition applicables aux opérations bancaires et d'assurance sont ramenés de 25 à 15 %.

La loi sur les recettes municipales est amendée pour améliorer la situation financière des collectivités locales; les taux de plusieurs taxes sont relevés et de nouvelles taxes sont adoptées (taxe d'occupation, taxe de publicité, taxe de communication).

Juin

Les prix de soutien du blé et d'autres céréales sont relevés de 49-60 %.

Libéralisation des prix du ciment; l'augmentation moyenne des prix est de 10 %.

Juillet

La nouvelle loi relative au marché financier est publiée dans la Gazette officielle du 30 juillet 1981. En vertu des dispositions de ce texte, qui prendra pleinement effet le 1^{er} février 1982, les échanges de valeurs mobilières et d'actions, d'obligations privées et de bons du Trésor, ainsi que d'autres types d'instruments négociables et de documents ayant une valeur financière devront être contrôlés par un nouvel organisme, le Conseil supérieur de réglementation et de contrôle du marché financier.

Suppression du plafond fixé aux taux d'intérêt des obligations privées (ce plafond était de 32 %).

Les revenus acquis à l'étranger ainsi que les intérêts produits par les comptes en devises détenus en Turquie sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

Le coefficient de réserve obligatoire pour les dépôts à terme de 3 mois est porté de 30 à 35 %.

Août

La Banque centrale annonce de nouveaux taux de réescompte (tableau 18).

Les banques commerciales sont autorisées à traiter les demandes d'importations – sous réserve de certains plafonds – sans autorisation officielle d'importation.

Annnonce des nouveaux prix de soutien agricoles : coton 62-63 livres turques (+ 26-27 %); graines de soja 40 livres turques (+ 33 %); graines de tournesol 40 livres turques (+ 60 %); figes sèches 65 livres turques (+ 30 %); noisettes 125 livres turques (+ 14 %).

Le prix de soutien du blé est encore relevé de 2,75 livres turques.

Septembre

Les prix des engrais (qui sont toujours subventionnés) sont relevés de 43-67 %, en même temps qu'est supprimée l'interdiction d'exporter des engrais chimiques.

Relèvement de 50-100 % des tarifs des transports ferroviaires, maritimes et aériens.

Le prix de soutien des raisins secs est fixé à 110 livres turques (+ 29 %).

Amendement de la loi relative aux prêts d'argent. Tous les établissements s'occupant de la vente et de l'achat de titres et de la collecte de dépôts sont tenus de renouveler leur licence. Le Ministère des Finances est autorisé à fixer le niveau des commissions qu'ils peuvent prélever, à contrôler leur publicité et à délimiter le champ de leurs activités.

Novembre

La Banque centrale réduit les taux d'intérêt sur les crédits de réescompte aux coopératives agricoles et aux petites entreprises, les ramenant de 21 à 20 % et de 18 à 17.25 % respectivement (tableau 18).

Selon un communiqué du Ministère des Finances, l'interdiction est faite aux banques d'émettre des certificats de dépôt assortis de coupons et de les commercialiser par le biais d'intermédiaires.

Révision des directives applicables aux crédits étrangers de pré-financement des exportations. L'intérêt maximal de ces crédits ne peut désormais dépasser le taux LIBOR de plus de 1.25 %. Les exportations doivent être effectuées dans un délai de 6 mois.

Aux termes d'un nouveau décret, les banques commerciales sont tenues de porter leur capital à 4 milliards de livres turques au minimum, plus 200 à 250 millions de livres turques pour chaque nouvelle succursale ouverte. Les banques étrangères doivent constituer un capital de 6 millions de dollars des États-Unis pour la première succursale, et de 3 millions de dollars pour chacune des suivantes. Les banques étrangères ne peuvent ouvrir plus d'une succursale dans chaque province – sauf à Istanbul où deux succursales sont autorisées. Des banques peuvent être créées sans autorisation préalable du gouvernement.

Décembre

Nouvelles réglementations applicables aux établissements de prêts. Leur capital ne peut être inférieur à 200 millions de livres turques, et doit être déposé pour 50 % auprès de la Banque centrale.

Relèvement de 7-20 % des prix de l'essence et de l'électricité.

Les taux de bonification différentiels sont modifiés comme suit :

	Emprunteur	Banque en points de pourcentage
1. <i>Crédits à court terme (moins d'un an) :</i>		
crédits pour l'exportation de produits industriels	30 %	10
autres crédits à l'exportation	20 %	10
crédits de la Banque agricole et de la Banque populaire		19
2. <i>Crédits à long terme (plus d'un an) :</i>		
crédits comportant un délai de grâce minimum de 2 ans à des secteurs couverts par le régime général d'incitation :		
crédits à l'exportation accordés aux régions sous-développées	35 %	10
crédits spéciaux :		
Banque agricole et Banque populaire		11
crédits à la construction de logements accordés par la Banque immobilière		17

1982

Janvier

Annnonce des régimes applicables aux importations et aux exportations en 1982. Le montant total des importations est fixé à 10 milliards de dollars, réparti comme suit : biens d'équipement 2.3 milliards de dollars, biens intermédiaires et matières premières 7.5 milliards de dollars, et biens de consommation 0.2 milliard de dollars.

Nouvel élargissement de la liste I des produits libérés, par l'adjonction de 40 rubriques figurant précédemment dans la liste II.

Les taux des dépôts préalables sont inchangés (importateurs : 20 %, industriels : 10 %).

Les importations de plusieurs biens essentiels seront assujetties à une nouvelles taxe dont le taux sera déterminé par le Comité de la monnaie et du crédit. Les sommes ainsi réunies seront versées au Fonds de soutien et de stabilité des prix.

Nouvelle libéralisation du régime des exportations : le nombre des produits soumis à licence d'exportation est ramené de 25 à 2 : le tabac et l'opium. Le nombre de biens soumis à enregistrement est ramené de 40 à 30. Les exportateurs sont autorisés à procéder à des importations à concurrence de 5 % (40 000 livres turques maximum) du montant de leurs exportations en 1981 et 1982.

Amendement aux lois relatives à l'impôt sur le revenu, à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur les biens immobiliers. Les taux de l'impôt sur le revenu sont réduits :

Tranche de revenu (livres turques)	Anciens taux d'imposition (en pourcentage)	Nouveaux taux d'imposition (%) pour les revenus perçus en			
		1982	1983	1984	1985 et au-delà
Moins de 1 million	40	39	35	30	25
Plus de 1 million :					
2- 3 millions	45	44	40	35	30
3- 5 millions	50	49	48	43	38
5-10 millions	60	59	58	53	48
10-15 millions	70	69	68	63	58
15-25 millions	75	74	73	68	63
Plus de 25 millions	66	65	65	60	55

Les revenus locatifs seront exonérés de l'impôt sur le revenu à concurrence d'un montant de 40 000 livres turques (précédemment, aucune exonération n'était prévue si les revenus locatifs dépassaient 120 000 livres turques par an).

Les bénéfices réalisés sur les ventes d'actions et d'obligations seront exonérés d'impôt à concurrence d'un montant de 100 000 livres turques (50 000 livres turques précédemment).

Le taux de l'impôt sur les sociétés est ramené de 50 à 40 % du revenu des sociétés. Simplification des exonérations spéciales accordées aux exportateurs de certains biens et services : 20 % de leurs recettes seront exonérées d'impôt (le taux applicable précédemment était de 20 % la première année, et variait les années suivantes). L'impôt sur les sociétés sera acquitté en trois versements (avril, août, octobre) et non plus en deux.

La taxe de péréquation budgétaire est ramenée de 3 à 2 % pour les revenus de 1982, et à 1 % pour les revenus de 1983. Les sociétés ne seront plus soumises à la taxe de péréquation budgétaire à compter du 1^{er} janvier 1981.

La taxe sur les achats immobiliers et la taxe sur les plus-values sont supprimées et remplacées par un droit immobilier. Ce droit sera acquitté par le vendeur et par l'acquéreur au taux de 4 %.

Les taux de la taxe sur la propriété sont ramenés de 6 à 3 % pour les bâtiments commerciaux, et de 4 et 2 % pour les bâtiments résidentiels.

Les taux de la taxe à la construction sont également réduits et le produit de cette taxe sera directement versé aux autorités municipales.

Modification des taux de réescompte de la Banque centrale (tableau 18).

Le droit que les banques commerciales versent au Fonds de bonification de la Banque centrale est ramené à 10 % de l'intérêt perçu sur les crédits.

Les banques sont autorisées à inclure des bons du Trésor dans leurs réserves légales, à concurrence de 25 % du montant de ces réserves.

Les prix de l'essence sont relevés de 5 % en moyenne.

Février

Le prix de soutien du tabac de la région de la mer Egée est porté à 240 livres turques le kilo (augmentation de 33 %).

Pour les exportations excédant 4 millions de dollars par an, le taux minimum de ristourne fiscale est porté de 5 à 6 %.

Le taux d'intérêt des obligations émises par la Banque d'investissement d'Etat est porté de 20 à 30 %.

Les salaires des fonctionnaires sont relevés de 16 à 25 %; en outre, un système de «rémunération complémentaire spéciale» est mis en place afin de permettre à l'État de rendre les rémunérations de certains spécialistes plus attrayantes.

Un «Conseil de Coordination des Affaires Touristiques» est créé, sous la présidence du Premier Ministre.

Le budget de l'État pour l'exercice 1982 (mars-décembre) est approuvé; le total des crédits budgétaires s'élève à 1 758 milliards de livres turques.



Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

ANNEXE STATISTIQUE

Signes conventionnels

- °** provisoires
- ..** données non disponibles
- nul ou négligeable
- 0** moins de la moitié du dernier chiffre utilisé
- .** sépare les unités des fractions décimales

Tableau A. **Produit national**
Milliards de livres turques

	Aux prix courants									
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
Agriculture, sylviculture, pêche	59.2	73.2	105.5	136.1	177.3	219.8	301.3	465.8	925.4	1 374.9
Industrie	40.7	53.4	76.7	93.5	115.0	158.0	273.4	479.9	1 033.6	1 632.6
Construction	12.3	14.8	18.8	24.6	31.0	42.1	64.0	103.9	213.1	301.8
Commerce de gros et de détail	26.6	35.1	52.3	64.8	81.6	107.0	165.9	301.8	639.0	978.4
Transports et communications	18.0	25.3	35.5	43.3	54.8	72.2	110.1	199.6	408.6	557.6
Etablissements financiers	4.5	6.6	10.1	12.6	16.8	20.2	25.9	36.4	80.4	84.3
Propriétés immobilières	8.9	10.9	13.3	17.9	24.6	34.1	53.7	86.0	191.9	278.6
Professions libérales et services du secteur privé	10.8	14.1	19.3	25.0	31.9	41.2	62.6	106.8	222.9	322.6
Administrations publiques, santé, enseignement	25.6	32.3	38.2	50.5	66.5	101.5	133.1	235.2	377.6	481.1
<i>Produit intérieur brut au coût des facteurs</i>	206.5	265.7	369.8	468.4	599.6	796.1	1 190.1	2 015.3	4 092.4	6 011.9
Revenus nets en provenance du reste du monde	8.7	14.3	17.4	16.6	11.0	9.9	15.9	43.6	107.2	195.6
Impôts indirects	27.3	31.8	42.1	53.3	69.3	79.5	102.2	165.3	265.2	490.1
Subventions	-1.7	-1.9	-2.2	-2.5	-5.0	-12.6	-17.5	-24.7	-32.1	-74.6
<i>Produit national brut aux prix du marché</i>	240.8	309.8	427.1	535.8	675.0	872.9	1 290.7	2 199.5	4 432.7	6 623.0
	Aux prix de 1968									
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
Agriculture, sylviculture, pêche	36.1	32.4	35.8	39.7	42.7	42.2	43.3	44.5	45.3	45.5
Industrie	27.1	30.2	32.7	35.6	39.2	43.1	46.0	43.4	41.0	44.1
Construction	8.3	9.0	9.5	10.3	11.2	11.8	12.3	12.8	12.9	13.0
Commerce de gros et de détail	17.0	18.9	21.0	23.0	25.2	26.4	27.4	26.8	25.6	27.8
Transports et communications	12.4	13.9	15.1	16.3	17.8	19.0	19.5	18.6	18.0	18.6
Etablissements financiers	3.0	3.3	3.6	3.9	4.2	4.6	4.8	4.9	5.0	5.1
Propriétés immobilières	6.2	6.6	7.0	7.5	8.5	8.8	9.2	9.5	9.9	10.2
Professions libérales et services du secteur privé	6.7	7.0	7.6	8.3	8.9	9.2	9.5	9.4	9.3	9.8
Administrations publiques, santé, enseignement	12.9	13.7	14.6	15.5	16.6	17.5	18.6	19.4	20.5	21.4
<i>Produit intérieur brut au coût des facteurs</i>	129.7	135.0	146.9	159.9	174.1	182.7	190.6	189.5	187.6	195.4
Revenus nets en provenance du reste du monde	4.4	6.0	4.8	3.6	2.5	1.8	1.9	2.8	2.2	2.9
Impôts indirects	15.3	16.4	17.5	19.0	20.8	21.8	21.4	19.5	18.9	19.4
Subventions	-0.9	-1.0	-1.1	-1.1	-1.6	-2.9	-4.7	-3.5	-2.6	-2.7
<i>Produit national brut aux prix du marché</i>	148.5	156.5	168.0	181.4	195.8	203.4	209.2	208.3	206.1	215.1

Note : Les frais bancaires imputés à chaque secteur sont exclus.
Sources : Institut national de statistiques et Office national de planification.

Tableau B. Utilisation du produit national
Milliards de livres turques

	Aux prix courants									
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
Produit national brut	240.8	309.8	427.1	535.8	675.0	872.9	1 290.7	2 199.5	4 432.7	6 623.0
Déficit extérieur	0.7	-7.2	20.7	25.5	38.0	61.1	34.8	46.5	231.7	212.8
Total des ressources	241.5	302.6	447.8	561.3	713.0	934.0	1 325.5	2 246.0	4 664.4	6 835.8
<i>Utilisation des ressources :</i>										
Investissement	41.0	55.2	91.7	120.0	162.6	219.6	290.8	558.6	1 156.1	1 528.0
Formation de capital fixe	40.4	52.8	76.1	101.8	152.6	199.7	261.1	475.8	861.5	1 280.0
Secteur public	20.2	25.1	36.8	53.8	80.0	107.7	135.0	237.6	482.4	735.0
Secteur privé	20.2	27.7	39.3	48.0	72.6	92.0	126.1	238.2	379.1	545.0
Variation des stocks	0.6	2.4	15.6	18.2	15.0	22.6	30.4	82.8	294.6	248.0
Consommation	200.5	247.4	356.1	441.3	545.4	711.7	1 034.0	1 687.4	3 508.3	5 307.8
Secteur public	31.9	42.6	46.5	63.4	84.6	120.0	162.0	294.0	544.1	810.0
Secteur privé	168.6	204.8	309.6	377.9	460.8	591.7	872.0	1 393.4	2 964.2	4 497.8
<i>Aux prix de 1968</i>										
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
Produit national brut	148.5	156.5	168.0	181.4	195.8	203.1	209.1	208.4	206.1	215.1
Déficit extérieur	-0.8	-1.5	1.6	4.1	5.2	9.6	1.4	0.1	2.7	-2.2
Total des ressources	147.7	155.0	169.6	185.5	201.0	213.0	210.6	208.0	208.8	212.9
<i>Utilisation des ressources :</i>										
Investissement	25.8	30.5	36.1	41.2	43.1	47.6	43.4	45.3	43.8	39.1
Formation de capital fixe	25.6	28.5	29.1	34.0	39.3	42.2	37.6	36.9	33.5	34.8
Secteur public	13.1	14.2	14.3	18.5	21.7	24.6	21.2	22.1	21.6	22.9
Secteur privé	12.5	14.3	14.8	15.5	17.6	17.6	16.4	14.8	11.8	11.9
Variation des stocks	0.2	2.0	7.0	7.2	4.3	5.7	5.9	8.4	10.3	4.3
Consommation	121.9	124.5	133.5	144.3	157.4	164.8	167.0	163.2	165.3	173.8
Secteur public	17.7	19.2	20.1	22.4	26.0	30.1	29.1	30.0	32.7	37.5
Secteur privé	104.2	105.3	113.4	121.9	131.4	134.7	137.9	133.2	132.6	136.4

Note: Les chiffres de 1979, 1980 et 1981 à prix constants ont été établis sur la base des chiffres à prix constants de 1981 ; la différence de ce rebasement est incluse dans la variation des stocks.

Sources : Institut national de statistiques et Office national de planification.

Tableau C. Origine et utilisation des ressources
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^P
<i>Valeur ajoutée brute :</i>										
Agriculture, sylviculture et pêche	-0.3	-10.2	10.5	10.9	7.6	-1.2	2.4	2.8	1.7	0.5
Industrie	9.9	11.5	8.1	8.9	10.5	12.1	3.7	-5.6	-5.5	7.6
Industries extractives	0	4.8	22.7	11.1	6.7	56.3	10.0	-14.5	-9.4	11.9
Industries manufacturières	11.0	12.0	6.9	8.2	9.9	7.8	2.8	-5.2	-5.2	7.3
Energie	6.2	11.8	10.5	14.3	20.8	20.7	5.7	4.6	-3.2	5.2
Construction	6.4	8.4	5.6	8.4	8.7	5.4	4.2	4.0	0.7	0.8
Commerce de gros et de détail	12.6	11.2	11.1	9.5	9.6	4.8	3.8	-2.2	-4.4	8.6
Transports et communications	9.7	12.1	8.6	7.9	9.2	7.9	1.6	-4.4	-3.6	3.5
Etablissements financiers	7.1	10.0	9.1	8.3	7.7	9.5	4.3	2.7	1.8	1.1
Propriétés immobilières	5.1	6.5	6.1	7.1	6.7	7.5	7.0	3.6	4.1	2.5
Professions libérales et services du secteur privé	6.3	4.5	8.6	9.2	8.4	2.2	3.3	-0.5	-1.1	4.3
Administrations publiques, santé et enseignement	5.7	6.2	6.6	6.2	6.5	6.1	6.3	4.4	5.8	4.0
Produit intérieur brut au coût des facteurs	6.1	4.1	8.8	8.8	8.8	5.7	3.6	-0.6	-1.0	4.2
Revenu net en provenance du reste du monde	46.7	36.4	-20.0	-25.0	-30.6	-28.0	5.6	50.4	-24.2	36.1
Impôts indirects	10.1	7.2	6.7	8.6	8.4	4.4	-1.9	-9.0	-3.2	2.8
Subventions	-10.0	11.1	10.0	0	54.5	135.3	10.0	-0.1	-25.9	4.1
Produit national brut aux prix du marché	7.5	5.4	7.3	8.0	7.7	4.0	3.0	-0.4	-1.1	4.4
<i>Utilisation des ressources:</i>										
Produit national brut	7.5	5.4	7.3	8.0	7.7	4.0	3.0	-0.4	-1.1	4.4
Déficit extérieur ¹	0.4	-0.5	2.0	-1.5	0.6	-2.3	4.0	0.6	-1.3	2.4
Total des ressources	7.1	4.9	9.4	9.4	8.1	6.1	-1.0	-1.0	0.2	2.0
Investissement	9.8	18.2	18.4	14.1	4.6	10.4	-8.8	4.4	-3.3	-10.7
Formation de capital fixe	14.8	11.3	2.1	16.8	15.6	7.4	-10.9	-1.9	-9.2	3.9
Secteur public	13.9	8.4	0.7	29.4	17.3	13.4	-13.8	4.2	-2.3	3.5
Secteur privé	15.7	14.4	3.5	4.7	13.5	0	-6.8	-9.8	-20.3	0.6
Variation des stocks ¹	-0.7	1.2	3.3	0.1	-1.6	0.7	0.1	1.2	0.9	-2.9
Consommation	6.6	2.1	7.2	8.1	9.1	4.7	1.3	-2.3	1.3	5.1
Secteur public	7.3	8.5	4.7	11.4	16.1	15.8	-3.3	3.1	9.0	14.7
Secteur privé	6.4	1.1	7.7	7.5	7.8	2.5	2.4	-3.4	-0.5	1.9

1. Augmentation ou diminution en volume, en % du PNB de la période précédente (= contribution à la croissance du PNB).

Source : Tableaux A et B.

Tableau D. Production agricole

	Unité	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
Céréales :	1 000 t										
Blé		12 200	10 000	11 000	14 750	16 500	16 650	16 700	17 550	16 500	17 000
Orge		3 725	2 900	3 330	4 500	4 900	4 750	4 750	5 240	5 300	5 900
Maïs		1 030	1 100	1 200	1 200	1 310	1 265	1 300	1 350	1 240	1 100
Seigle		755	690	560	750	740	690	620	620	525	500
Autres		928	913	877	911	905	857	867	817	849	801
Légumes		665	589	665	675	752	813	729	762	810	825
Pommes de terre		2 200	2 200	2 275	2 490	2 850	2 800	2 750	2 870	3 000	3 000
Betteraves sucrières		5 896	5 095	5 707	6 949	9 406	8 995	8 837	8 760	6 766	11 000
Tabac		180	149	203	200	324	248	297	217	234	200
Coton		544	513	598	480	470	575	475	476	500	500
Graines oléagineuses		1 535	1 469	1 472	1 355	1 430	1 517	1 374	1 511	1 653	1 507
Laine		58	61	76	78	54	55	57	59	62	64
Fruits :											
Raisins		3 434	3 344	3 347	3 247	3 080	3 180	3 496	3 500	3 600	3 600
Figues		216	190	156	175	188	175	185	200	205	205
Noisettes		190	251	244	317	245	290	310	300	250	350
Agrumes		728	691	900	958	975	1 147	1 081	1 147	1 182	1 200
Cheptel :	Milliers										
Bovins (y compris les buffles)		14 084	14 259	14 410	14 802	15 158	15 552	15 964	16 580	17 017	17 293
Ovins et caprins		57 269	58 793	59 285	60 129	60 012	60 984	62 389	64 801	64 222	64 242
Volaille		38 530	40 677	41 006	41 736	48 203	50 964	54 711	58 941	60 240	61 177

Sources : Institut national de statistiques et Office national de planification.

Tableau E. Production industrielle

	Unité	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
<i>Production minière, pétrolière et énergétique :</i>											
<i>Principaux produits</i>											
	1 000 t										
Houille		7 867	7 848	8 546	8 360	8 068	7 672	7 740	7 020	6 598	7 223
Lignite (produit brut)		10 260	10 670	11 160	11 850	13 720	14 870	18 030	15 170	15 700	17 400
Minerai de chrome		679	574	734	947	949	949	670	540	447	507
Minerai de fer		2 004	2 570	2 284	2 347	3 629	3 469	4 200	2 920	2 716	2 856
Cuivre		17	26	29	27	28	31	32	33	32	45
Pétrole brut		3 388	3 511	3 309	3 095	2 595	2 713	2 736	2 831	2 330	2 100
Produits pétroliers		10 658	12 532	12 715	12 784	13 115	14 414	12 815	10 818	12 475	12 606
Electricité	Milliards de kWh	11	12	14	16	18	21	22	23	23	25
<i>Production manufacturière :</i>											
<i>Principaux produits</i>											
	1 000 t										
Fonte ¹		1 135	896	1 200	1 197	1 518	1 396	1 569	1 966	1 876	1 830
Lingots d'acier ¹		1 442	1 163	1 458	1 458	1 457	1 397	1 628	1 892	1 845	1 830
Tôles et tubes ²		381	311	401	259	287	377	360	290	270	219
Ciment		8 424	8 946	8 939	10 855	12 342	13 833	15 344	13 812	12 875	15 008
Coke		1 450	1 432	1 396	1 401	1 821	1 751	1 865	2 044	1 937	2 019
Superphosphates ³		616	479	586 ⁴	962 ⁴	854 ⁴	916 ⁴	820 ⁴	952 ⁴
Verre		70	101	108	115	131	156	154	168	106	208
Papier et carton		259	304	321	328	373	363	304	301	301	368
Sucre ⁵		747	677	767	907	1 182	995	1 009	983	1 042	1 270
Huile d'olive		176	53	130	90	150	60	142	40	70	165
Fils de laine et de coton ⁶	Millions de mètres	54	55	53	47	50	42	42	48	45	46
Tissus de laine et de coton ⁶		232	223	216	220	212	185	210	196	182	228

1. Production des industries sidérurgiques de Ereğli, Iskenderun et Karabük (métal en fusion).

2. Production des industries sidérurgiques de Ereğli et Karabük.

3. Production des Industries Turques d'Azote, des Usines Turques d'Engrais et des usines sidérurgiques de Karabük.

4. Production des Industries Turques d'Azote et des industries sidérurgiques de Karabük.

5. Durée de la campagne (septembre-mars).

6. Production de la Sümerbank.

Source: Institut national de statistiques.

Tableau F. **Prix**
Indices, 1963 = 100 (moyennes annuelles)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
<i>Prix de gros :</i>										
Total	199	240	312	343	397	492	751	1 231	2 551	3 488
Produits alimentaires et aliments du détail	185	225	305	358	412	506	734	1 093	2 190	3 101
Céréales	156	201	318	337	365	430	545	774	1 638	2 819
Cheptel	332	349	371	444	621	891	1 323	1 959	3 806	4 437
Produits animaux	190	226	297	432	453	577	981	1 473	2 625	3 245
Matières premières industrielles et demi-produits	222	265	323	319	372	470	779	1 461	3 152	4 135
Combustibles	293	327	356	378	393	457	960	1 717	4 630	6 142
Minéraux	194	201	301	305	319	386	645	1 353	2 735	3 302
Matériaux de construction	187	208	253	275	383	642	963	1 676	3 157	3 700
Textiles	190	276	341	300	398	490	681	1 190	2 135	2 613
<i>Coût de la vie :</i>										
Ankara, total	208	241	278	331	386	473	725	1 174	2 365	3 168
Istanbul, total	214	244	302	366	430	541	876	1 433	2 784	3 831
Alimentation	212	243	297	378	459	565	864	1 333	2 554	3 503
Chauffage et éclairage	243	268	339	374	461	611	1 096	2 122	4 404	5 302
Habillement	199	239	309	323	341	453	775	1 515	2 814	4 052
Divers	229	245	308	352	371	495	958	1 616	3 386	4 802

Source : Ministère du commerce.

Tableau G. **Importations par catégorie de produits**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I. <i>Produits agricoles et cheptel</i>	35	14	306	202	77	112	50	36	50	125
II. <i>Industries minières et extractives</i>	173	243	806	882	1 191	1 546	1 486	1 818	4 006	4 076
Pétrole	155	222	752	806	1 106	1 436	1 396	1 712	3 862	3 856
Pétrole brut	125	201	694	718	1 002	1 152	1 044	962	2 952	3 235
Produits pétroliers	30	21	58	88	104	284	352	750	910	621
Autres	18	21	54	76	85	110	90	106	144	220
III. <i>Produits industriels</i>	1 316	1 779	2 607	3 555	3 725	4 037	2 943	3 092	3 759	4 641
Produits transformés à base de produits agricoles	32	9	150	227	147	58	50	115	301	229
Produits industriels	1 284	1 770	2 458	3 329	3 578	3 978	2 893	2 977	3 458	4 412
Produits chimiques			338	531	554	555	476	524	727	944
Engrais	307	426	100	48	98	214	283	356	395	255
Caoutchouc et matières plastiques			135	176	183	266	154	145	181	240
Cuir et peaux	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1
Produits forestiers	2	2	1	2	2	2	2	1	3	2
Textiles	39	40	46	66	58	51	50	46	79	78
Verre et céramique	20	21	21	26	25	25	18	28	35	40
Produits sidérurgiques	148	248	531	679	546	690	408	345	462	604
Métaux non ferreux	42	67	131	102	89	97	42	55	87	141
Produits métalliques			14	15	27	15	20	14	23	23
Machines	402	516	637	984	1 070	1 060	761	903	843	1 223
Appareils électriques	123	146	174	273	274	291	218	251	270	336
Véhicules automobiles	179	234	246	332	518	572	378	221	223	356
Autres produits industriels	22	6	82	93	134	141	83	88	130	169
IV. <i>Importations avec dérogations</i>	39	50	58	99	136	102	120	123	94	69
Total	1 563	2 086	3 777	4 738	5 129	5 797	4 599	5 069	7 909	8 911

Source : Office national de planification.

Tableau H. Exportations par catégorie de produits
Millions de dollars des Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I. Produits agricoles	607	832	852	793	1 254	1 041	1 542	1 344	1 672	2 219
Céréales	36	64	27	28	70	120	262	167	181	326
Fruits et légumes	197	259	294	276	375	440	561	647	754	795
Noisettes	116	122	173	154	203	251	331	353	395	302
Fruits secs	47	83	68	76	68	100	145	166	212	234
Agrumes	18	25	26	29	87	77	44	53	87	125
Divers	16	29	27	17	17	12	41	75	60	134
Produits industriels et forestiers	338	457	460	434	734	432	617	446	606	813
Coton	192	306	244	230	438	210	348	227	323	348
Tabac	131	133	205	183	251	176	225	176	234	395
Divers	15	18	11	21	45	46	44	43	49	70
Animaux vivants et produits de la mer	36	52	71	55	75	49	102	84	131	285
II. Minerais et produits d'extraction	35	42	80	105	110	126	124	132	191	194
III. Produits transformés et manufacturés	243	443	600	503	596	586	622	785	1 047	2 290
Produits agricoles transformés	87	149	130	128	98	137	110	151	209	412
Produits manufacturés	156	294	470	375	498	449	512	634	838	1 878
Textiles et habillement	52	106	147	128	263	260	309	378	424	803
Cuir et peaux	22	45	75	65	50	52	40	44	50	82
Produits forestiers	5	8	24	2	7	1	1	2	4	20
Produits chimiques	11	18	37	33	47	34	24	23	76	94
Produits en caoutchouc et en matière plastique	1	1	1	5	3	3	2	3	16	72
Produits pétroliers	23	49	86	36	16	—	—	—	39	107
Verre et céramique	4	7	12	18	20	27	30	37	36	102
Ciment	15	15	8	24	16	9	41	45	40	198
Produits de la sidérurgie	2	2	1	20	22	14	21	31	34	100
Produits de l'industrie des métaux non ferreux	11	22	40	21	17	20	12	15	18	30
Produits métalliques et machines	4	9	16	18	16	14	18	18	30	85
Appareils et produits électriques	1	1	1	1	2	3	4	4	11	26
Divers	5	11	22	4	19	12	10	34	60	159
Total	885	1 317	1 532	1 401	1 960	1 753	2 288	2 261	2 910	4 703

Source : Office national de planification.

Tableau I. **Balance des paiements**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 ^p
I. <i>Balance commerciale</i>	-678	-769	-2 245	-3 337	-3 169	-4 044	-2 311	-2 808	-4 999	-4 208
Exportations	885	1 317	1 401	1 401	1 960	1 753	2 288	2 261	2 910	4 703
Importations	1 563	2 086	3 777	4 738	5 129	5 797	4 599	5 069	7 909	8 911
II. <i>Balance des services, net</i>	670	1 253	1 525	1 458	868	618	792	1 105	1 338	1 919
Envois de fonds des travailleurs émigrés	740	1 183	1 426	1 312	982	982	983	1 694	2 071	2 490
Paievements d'intérêts	-62	-59	-103	-124	-217	-360	-489	-1 010	-1 138	-1 344
Transferts de bénéfiques	-35	-35	-71	-36	-83	-116	-47	-42	-51	-46
Tourisme, net	44	78	42	46	-27	-65	145	179	212	278
Divers, net	-17	86	231	260	213	177	200	284	244	541
III. <i>Balance des opérations courantes</i>	-8	484	-720	-1 879	-2 301	-3 426	-1 519	-1 703	-3 661	-2 289
IV. <i>Remboursement du principal de la dette extérieure</i>	-130	-77	-156	-147	-119	-214	-451	-945	-1 556	-1 207
V. <i>Opérations en capital non monétaire</i>	450	510	415	725	654	1 732	1 635	1 727	3 881	2 373
<i>Secteur privé</i>	82	129	146	403	263	1 229	780	-160	73	-37
Importations avec dérogations	39	50	58	99	136	102	120	124	95	69
Investissements directs	43	79	33	55	27	67	47	86	36	41
Crédits commerciaux	55	249	100	1 060	613	-370	-58	-147
<i>Secteur public</i>	368	381	269	322	391	503	855	1 887	3 808	2 410
Crédits aux projets	244	328	237	287	385	499	450	421	547	725
Crédits aux programmes et allégements de dette	108	53	32	35	6	4	405	1 466	3 261	1 685
Excédents agricoles	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—
VI. <i>Balance globale</i>	312	917	-461	-1 301	-1 766	-1 908	-335	-921	-1 336	-1 123
VII. <i>Erreurs et omissions</i>	-295	35	22	25	-15	-220	-536	808	1 266	1 377
VIII. <i>Mouvements monétaires</i>	-17	-952	483	1 326	1 781	2 128	871	113	70	-254
Variation des réserves	-235	-728	431	417	112	560	-148	-84	-580	-469
FMI	-116	—	-8	301	149	14	175	3	461	335
Variation des autres engagements	334	-224	60	608	1 520	1 554	844	194	126	-120

Source : Ministère des finances.

Tableau J. Secteur monétaire et bancaire Millions de livres turques, fin de période

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (juin)
<i>Masse monétaire</i>										
M1	52.9	69.8	88.7	117.6	150.4	209.1	283.6	444.5	704.0	722.0
Billets et pièces	16.0	20.7	26.1	32.9	42.5	63.0	93.8	143.7	217.5	230.1
Dépôts à vue	36.7	48.9	62.3	84.3	107.6	145.3	189.3	298.2	483.5	476.2
Dépôts à la Banque centrale	0.2	0.2	0.3	0.4	0.3	0.8	0.5	2.6	3.1	15.7
M2	70.9	90.3	113.3	146.6	181.2	243.5	328.0	527.8	881.9	1 059.6
Dépôts à terme	18.0	20.5	24.6	29.0	30.8	34.4	44.4	83.3	155.7	269.2
Certificats de dépôt	—	—	—	—	—	—	—	—	22.2	68.3
M3	80.6	103.1	127.6	166.1	206.6	275.4	383.4	609.4	1 094.3	1 321.2
Autre quasi-monnaie	9.7	12.8	14.3	19.5	25.4	31.9	55.4	81.6	190.0	293.3
<i>Banque centrale</i>										
Dépôts, total	16.7	21.0	26.1	36.9	44.7	62.9	99.5	144.1	266.9	404.0
Secteur public	1.3	1.4	1.2	1.8	2.3	3.3	2.7	7.6	51.7	120.2
Banques	14.7	18.5	23.2	34.2	39.2	56.4	79.7	110.9	158.1	199.4
FMI et contrepartie de l'aide	—	—	0.1	0.1	0.2	0.1	0.7	0.2	0.2	0.2
Autres	0.7	1.1	1.6	0.8	3.0	3.1	16.4	25.4	56.9	84.2
Crédits, total	20.5	28.8	52.6	66.2	110.6	189.7	241.9	382.1	655.2	749.3
Trésor et Administration des monopoles	9.2	10.1	14.8	18.9	28.7	60.3	78.0	119.8	224.4	286.1
Entreprises économiques d'Etat	4.1	3.4	7.8	7.4	18.4	31.3	46.3	94.7	142.5	139.9
Banque nationale d'investissement	—	—	—	6.1	14.6	27.9	32.3	37.9	38.5	38.5
Autres crédits du secteur public	1.1	1.4	7.7	11.1	14.4	14.2	17.2	21.9	32.0	34.1
Banques de dépôt	2.8	7.6	8.4	10.0	18.8	31.3	44.7	61.1	125.0	164.8
Autres crédits du secteur privé	3.3	6.3	13.9	12.7	15.7	24.7	23.4	46.7	92.8	85.9
<i>Banques de dépôt</i>										
Dépôts, total	62.6	80.0	98.4	130.4	158.4	205.8	269.1	432.4	745.5	918.0
Secteur public	6.7	8.3	9.0	11.1	13.9	18.1	25.1	40.4	80.7	107.1
Secteur privé	55.9	71.7	89.4	119.3	144.5	187.7	244.0	392.0	664.8	810.9
Prêts, total	57.8	77.3	100.5	144.1	191.2	238.3	296.3	446.2	789.5	973.2
Secteur public	9.8	14.0	18.5	25.8	33.5	37.6	43.4	76.1	148.7	172.6
Secteur privé	48.0	63.3	82.0	118.3	157.7	200.7	252.9	370.1	640.8	800.6
<i>Banques d'investissement et de développement</i>										
Prêts, total	12.9	16.1	26.1	38.0	60.6	84.3	105.4	135.4	169.8	188.3
Secteur public	10.0	12.2	21.6	32.5	53.9	75.2	90.8	109.3	121.4	132.8
Secteur privé	2.8	3.9	4.5	5.5	6.7	9.1	14.6	26.1	48.4	55.6
<i>Total des prêts du secteur bancaire (moins avances de la Banque centrale aux banques)</i>	84.0	106.9	149.0	208.4	299.0	414.2	526.0	796.1	1 326.3	1 587.5
Secteur public	33.1	39.8	62.5	84.6	134.6	204.4	258.5	399.9	637.1	731.3
Secteur privé	50.8	67.1	86.5	123.8	164.4	209.8	267.6	396.2	689.2	856.2

Source : Banque centrale de Turquie.

Tableau K. **Entreprises Economiques d'Etat**
Ressources propres disponibles pour le financement des investissements¹. Millions de livres turques

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 estimation
Sümerbank	-345	—	-32	-46	+6	-12	+599	-2 544	-4 404	-676
Etibank	+61	+304	-256	-1 567	-1 418	-1 652	-375	-8 368	-1 929	-3 657
Charbonnages	+185	-657	-1 137	-2 074	-3 442	-8 077	-7 489	-13 476	-11 747	-16 213
Sidérurgie	-366	-142	-1 143	-309	-884	+403	-4 620	-2 995	-4 729	-12 996
Ciment	-153	-75	-65	-17	-178	+321	-472	-1 071	-857	+1 592
Office de l'azote	-261	-113	-240	+59	+212	-167	-1 179	-1 110	-2 161	+2 715
Chimie	-239	+50	-117	—	+6	-11	-67	-2 514	-5 190	-4 041
Papier	-41	-17	-173	+83	-772	-946	+629	-1 649	-7 948	-2 050
Pétrole	+458	-31	+614	+1 698	+1 876	+3 355	+666	+766	+10 207	+23 901
Sucre	+63	+114	-986	+205	+479	-1 547	-1 537	-5 644	+2 983	+6 733
Turkish Airlines	+2	+148	-188	+31	-275	-258	-21	-267	-2 138	-2 783
Banque maritime	+239	-192	-15	-490	+1 061	-1 699	-1 081	-4 874	-4 286	-7 671
Transports maritimes	+15	-66	-48	+54	-363	-12	-518	-2 138	+34	+429
Chemins de fer	-1 582	-623	-1 241	-1 344	-1 895	-1 410	-3 212	-7 861	-18 705	-32 687
PTT	+151	+292	+260	-527	-761	-1 139	+1 191	-2 620	+2 574	+11 083
Office des produits du sol	-36	-14	+21	+37	+106	+659	+805	-4 382	+1 575	+2 870
Viande et poissons	+10	-168	-72	-88	-614	-268	-254	+275	+125	+1 210
Office pétrolier	-391	-151	-251	-113	-352	-852	-84	-1 349	+877	+1 399
Equipement agricole	+10	-23	-992	+97	-3 890	-1 526	-2 082	-7 788	-6 486	-10 288
Industrie laitière	-36	-46	+5	-16	+45	+215	-146	-159	-242	+246
Banque du tourisme	-270	-88	+10	-40	+166	-254	-156	-734	-532	-5 630
Radiodiffusion-télévision	+46	+27	-178	+313	+283	+30	+489	-5	-96	+334
Pétrochimie	+129	+79	+136	+120	-352	+246	+1 417	+3 272	+8 969	-1 493
Divers	+793	-241	+173	-550	-921	-1 783	+2 596	+8 421	+50 190	+25 014
<i>Total des EEE productives</i>	-1 528	-1 605	-5 851	-4 484	-11 877	-16 384	-15 301	-58 814	+6 084	-22 659
Banque provinciale	+50	+106	+516	—	—	—	—	—	—	—
Banque agricole	+47	+86	+34	+60	+53	+109	+87	-1 665	+142	+356
Banque immobilière	+3	-13	+10	+4	-176	-38	-49	-150	+256	-7 625
Banque des fondations religieuses	—	-29	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse de sécurité sociale	+97	+85	+59	+126	+77	+57	+113	+239	+696	+210
Caisse des retraites	+27	+46	+22	+54	+72	+139	+131	+123	+256	+350
Banque nationale d'investissement	+6	—	—	—	—	—	—	-1 148	-417	—
Divers	-16	+6	-2	-69	-270	-134	-71	-520	-2 612	-8 855
<i>Total des EEE financières</i>	+665	+287	+639	+175	-244	+133	+211	-3 121	-1 679	-15 564
<i>Total général</i>	-862	-1 318	-5 212	-4 309	-12 121	-16 251	-15 090	-61 935	+4 405	-38 223

1. Résultat net des opérations financières des différentes EEE, y compris les emprunts à court et moyen terme et leurs remboursements, mais non compris les transferts du budget public, les prêts de la Banque nationale d'investissement et les crédits étrangers affectés à des projets.

Source : Ministère des finances.

Tableau L. **Financement des Entreprises Economiques d'Etat productives**
Millions de livres turques aux prix courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 estimation
I. Bénéfices bruts courants avant impôt	1 451	361	838	-2 250	-6 703	-8 862	-13 233	3 130	52 043	95 752
II. Autres ressources financières	14 431	18 919	34 569	41 366	50 056	80 998	164 548	195 243	694 845	668 245
Amortissements	2 454	4 743	4 240	4 592	6 224	12 007	20 139	16 271	23 177	33 873
Recettes à recouvrer	1 917	747	656	3 965	772	8 534	8 685	5 682	65 208	166 318
Diminution des stocks	371	1 166	142	1 109	—	189	3 540	—	3	620
Emprunts à court terme	6 965	5 770	14 039	21 275	24 103	31 388	97 516	100 431	363 804	309 098
Diminution de l'encaisse	616	659	398	419	157	1 690	1 500	13	480	15 455
Autres ressources	2 108	5 834	14 994	10 006	18 800	27 190	33 168	72 846	242 173	142 881
III. Total des ressources (I + II)	15 882	19 280	35 407	39 116	43 353	72 136	151 315	198 373	746 888	763 997
IV. Dépenses	17 409	20 885	40 531	43 760	55 801	84 700	177 602	256 453	740 272	781 026
Impôts directs	576	684	618	1 649	1 901	2 330	1 847	3 611	14 649	36 771
Paiements à la Banque nationale d'investissement	2 043	1 464	1 800	1 753	1 933	7 213	34 469	7 756	14 149	11 833
Dettes extérieures	545	769	1 200	—	—	—	4 657	3 046	19 025	47 402
Dettes consolidées	—	—	—	8 147	4 620	8 874	—	—	—	—
Augmentation de l'encaisse	1 059	627	802	1 589	2 026	2 830	2 632	10 340	22 711	2 799
Augmentation des stocks	2 066	2 879	10 231	13 143	15 072	16 984	23 672	43 721	178 087	126 933
Autres paiements	5 631	10 920	20 169	17 479	30 249	46 469	110 325	187 979	491 651	555 288
Remboursement de dettes à court terme	5 489	3 542	5 711	—	—	—	—	—	—	—
V. Ressources disponibles nettes (III - IV)	-1 527	-1 605	-5 214	-4 644	-12 448	-12 564	-26 287	-58 080	-6 616	-17 029
VI. Formation de capital fixe	9 981	12 569	17 112	25 909	35 238	45 750	59 972	128 002	281 138	407 752
VII. Besoins de financement globaux (V + VI)	11 508	14 174	22 326	30 553	47 786	58 314	86 259	186 082	274 522	424 781
financés par :										
Crédits de la Banque nationale d'investissement	2 205	4 574	5 670	6 968	11 741	10 278	9 139	14 385	16 199	26 630
Contribution du budget général	6 699	6 059	7 176	10 346	16 226	27 828	39 535	83 443	149 444	238 122
Avances de la Banque centrale	—	—	6 073	6 255	9 421	9 240	6 991	33 885	10 000	—
Crédits extérieurs affectés à des projets	2 604	3 541	2 088	1 430	3 811	5 732	14 139	42 876	82 723	135 183
Autres emprunts	—	—	1 319	5 554	6 587	5 236	16 455	11 493	16 156	24 846

Source : Ministère des finances.

Tableau M. Evolution mensuelle des envois de fonds des travailleurs émigrés
Mille dollars des Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Janvier	38 386	82 615	122 003	143 886	70 902	75 369	42 442	83 090	83 300	143 800
Février	41 740	55 636	78 852	73 221	57 327	69 425	43 362	75 417	173 300	143 500
Mars	40 086	60 458	88 654	69 066	58 481	70 613	73 471	55 698	111 700	136 600
Avril	34 544	69 507	61 205	80 849	59 327	67 702	55 508	128 599	114 800	160 000
Mai	44 953	83 001	107 821	68 319	66 123	76 731	61 595	639 278	103 200	162 000
Juin	50 976	96 193	106 745	81 900	87 387	94 284	66 025	106 188	155 000	208 700
Juillet	108 959	180 168	209 058	183 104	110 932	106 217	87 183	100 900	279 400	320 000
Août	119 143	165 734	204 800	171 695	109 253	109 078	109 334	111 368	279 500	315 000
Septembre	75 620	105 095	135 766	139 431	98 817	92 124	119 238	110 736	207 300	298 000
Octobre	55 922	83 532	95 031	111 813	86 433	81 301	129 966	90 460	205 000	238 000
Novembre	49 637	81 414	84 432	89 732	81 771	63 776	95 838	99 525	172 500	183 200
Décembre	80 189	119 900	131 844	99 338	95 989	75 422	99 102	95 113	185 900	187 400
Total	740 155	1 183 253	1 426 211	1 312 354	982 742	981 824	983 064	1 696 372	2 070 900	2 490 000

Source : Banque centrale de Turquie.

Tableau N. Taux de change de la livre turque
Nombre de livres pour un dollar des Etats-Unis

7 septembre 1946	2.80	25 janvier 1980	70.00 (55.00) ³
23 août 1960	9.00	2 avril 1980	73.70 (57.90) ³
10 août 1970	14.85	9 juin 1980	78.00 (61.30) ³
28 décembre 1971	14.00	4 août 1980	80.00 (62.87) ³
16 février 1973	13.85	11 octobre 1980	82.70 (65.19) ³
15 août 1973	14.00	26 octobre 1980	84.80 (72.50) ³
14 mai 1974	13.50	9 novembre 1980	87.95 (77.50) ³
20 septembre 1974	13.85	10 décembre 1980	89.25 (78.66) ³
17 avril 1975	14.00	27 janvier 1981	91.90 (79.41) ³
8 juillet 1975	14.25	5 février 1981	95.95 (83.38) ³
8 août 1975	14.50	24 mars 1981	95.65 (83.12) ³
28 août 1975	14.75	15 avril 1981	98.20
28 octobre 1975	15.00	mai 1981	101.92 ⁴
15 mars 1976	15.50	juin 1981	106.88 ⁴
4 avril 1976	16.00	juillet 1981	112.96 ⁴
27 octobre 1976	16.50	août 1981	120.24 ⁴
1 ^{er} mars 1977	17.50	septembre 1981	120.35 ⁴
21 septembre 1977	19.25	octobre 1981	124.49 ⁴
1 ^{er} mars 1978	25.00	novembre 1981	127.21 ⁴
10 avril 1979	26.50 (47.10) ¹	décembre 1981	128.46 ⁴
10 mai 1979	26.50 (42.10) ¹	janvier 1982	135.63 ⁴
10 juin 1979	47.10 ²	février 1982	142.51 ⁴

1. Taux préférentiel pour les envois de fonds des travailleurs émigrés et les recettes du tourisme.
2. La parité du dollar est maintenue à 35 livres turques pour les exportations de produits agricoles traditionnels ainsi que pour les importations de pétrole, de produits pétroliers et de matières premières pour la fabrication d'engrais.
3. Taux applicable aux importations d'engrais et de pesticides agricoles.
4. Depuis le 1^{er} mai 1981, le taux de change est ajusté quotidiennement. Les chiffres indiqués sont les moyennes des taux de change journaliers.

Institut kurde de Paris

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45
Local Agent/Agent local:
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

LCLS
35, avenue de Stalingrad, 1000 BRUXELLES. Tel. 02.512.89.74

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaipa 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB
Tel. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Que. H3H 1M7. Tel. (514)937.3519
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

DENMARK - DANEMARK

Muncksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45 1 12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67
Principal correspondant:
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHENS 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications/Sales Section, Baskerville House,
2/F., 22 Ice House Street

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI-1, Scindia House, Tel. 45896
CALCUTTA 700016, 17 Park Street, Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA. Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, DUBLIN 1. Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA. Tel. 6794628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107. Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR
University of Malaysia Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendsboekhandel Chr. Plantijnstraat 1
Postbus 20014
2500 EA S-GRAVENAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office Bookshops:
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.
HAMILTON: Retail Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),
Cubacade World Trade Centre
Mail Orders: Private Bag
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,
Mail Orders: Private Bag
DUNEDIN: Retail: Princes Street
Mail Order: P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 80.12.60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45
Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENEVE 11. Tel. 022.31.89.50
Freihofer A.G., Weinbergstr. 109, CH-8006 ZÜRICH.
Tel. 01.3634282

THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları Is-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Buvvari No : 77/B
KIZILAY/ANKARA. Tel. 17 02 66
Dolmabahece Cad. No : 29
RESIKTAS/ISTANBUL. Tel. 60 71 88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977. Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 - 4582
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Institut kurde de Paris

PUBLICATIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16

N° 42202

(10 82 27 2) ISBN 92-64-22303-7
ISSN 0304-3363

•
IMPRIMÉ EN FRANCE

33
TUR

INSTITUT TURQUE DE PARIS
ENTRÉE N° 17 69

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

Études détaillées du développement économique

dans chaque pays de l'OCDE

Abonnement F300,00 £30.00 US\$67.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.*

*En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*

(10 82 27 2) ISBN 92-64-22303-7
ISSN 0304-3363

F 11

BR.